

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha inspecte les détachements militaires ayant participé à l'opération qualitative antiterroriste à Tébessa

P.02

Algérie – Italie :
Une nouvelle ligne maritime pour renforcer les échanges commerciaux



P.03

L'ANP déplore la mort de trois militaires après avoir abattu sept terroristes

P.02



Algérie – Chine :



Le groupe "Geely Space" choisit l'Algérie pour sa 1^{re} usine de fabrication de satellites en Afrique

P.03

Nouveaux bus :



Une distribution qui commence par les grandes villes

P.04

Annaba / DASS :



Iftar collectif au profit des enfants aux besoins spécifiques atteints de cancer

P.07

Transport :
Lancement d'une nouvelle ligne terrestre entre Annaba et Tunis

P.06



Grave dérapage contre l’Algérie en France, un sénateur s’indigne

Une vive polémique secoue la scène politique française après les propos attribués à un candidat aux élections municipales. Vincent Thiéry, colistier du maire sortant de Saint-Raphaël, dans le sud-est de la France, est accusé d’avoir qualifié les Algériens de « peuple de cafards » dans des messages publiés sur les réseaux sociaux. Ces déclarations ont provoqué une vague d’indignation et de nombreuses réactions au sein de la classe politique. L’affaire a été révélée par une enquête du quotidien régional Var-Matin. Le journal affirme avoir identifié plusieurs tweets et commentaires attribués à Vincent Thiéry, dans lesquels il tient des propos particulièrement offensants à l’égard des Algériens.

La vive réaction du sénateur Akli Mellouli
Selon les informations relayées, ces messages ont été publiés sur les réseaux sociaux avant d’être supprimés. Toutefois, leur diffusion initiale a été largement relayée par les internautes, ce qui a contribué à amplifier la polémique. Le compte Tajmaât sur la plateforme X a également partagé des captures d’écran de ces publications. Il affirme que le candidat aurait effacé les messages après leur mise en lumière et leur circulation sur internet. Malgré leur suppression, les images des publications continuent d’être partagées, alimentant les réactions et les critiques. Parmi les responsables politiques qui ont réagi figure le sénateur écologiste d’origine algérienne

Akli Mellouli. Dans une déclaration rendue publique vendredi, il a dénoncé des propos d’une « gravité extrême ».
« **La responsabilité politique exige l’exemplarité** »
Le sénateur estime que ces déclarations nécessitent une condamnation « ferme » et « sans ambiguïté ». Selon lui, qualifier un peuple de « cafards » ne constitue pas seulement une insulte, mais s’inscrit dans un processus de déshumanisation particulièrement dangereux. Akli Mellouli considère que ce type de discours renvoie aux pages les plus sombres de l’histoire, lorsque certains peuples ou communautés étaient privés de leur humanité afin d’alimenter la haine et la discrimination. Le sénateur a également souligné

que ces propos prennent une dimension encore plus grave dans le contexte d’une campagne électorale. Pour lui, les responsables politiques ont un devoir particulier de retenue et de respect.
« La responsabilité politique exige l’exemplarité, le respect et la mesure », a-t-il affirmé. Il a également rappelé que les femmes et les hommes d’origine algérienne font pleinement partie de l’histoire de la France.
Un débat relancé à l’approche des municipales
Selon lui, les relations entre les deux pays reposent sur des liens humains et culturels profonds. « Nos deux peuples sont liés par des histoires familiales, humaines et culturelles profondes », a-t-il déclaré. Cette affaire intervient à quelques



jours des élections municipales prévues en France les 15 et 22 mars. Dans ce contexte, la polémique relance le débat sur les propos haineux et leur place dans le débat public. Pour Akli Mellouli, la réponse doit être claire. Il estime que la haine ne peut en aucun cas être tolérée dans une démocratie. « Elle doit être combattue avec fermeté et sans complaisance », a-t-il insisté. Alors que la polémique continue d’enfler, cette affaire met une nouvelle fois en lumière les tensions liées aux discours haineux sur les réseaux sociaux et leur impact sur la vie politique.

Saïd Chanegriha inspecte les détachements militaires ayant participé à l’opération qualitative antiterroriste à Tébessa

Le Général d’Armée, Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d’Etat-Major de l’Armée nationale populaire, s’est rendu, samedi, en compagnie du Commandant de la 5e Région militaire, le Général-Major Noureddine Hambli, au Secteur militaire de Tébessa (5e Région militaire) pour inspecter les détachements militaires ayant participé à l’opération qualitative menée dans le cadre de la lutte

antiterroriste les 12 et 13 mars en cours, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. “Monsieur le Général d’Armée, Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d’Etat-Major de l’Armée nationale populaire, s’est rendu dans la matinée d’aujourd’hui samedi 14 mars 2026, au Secteur militaire de Tébessa en 5ème Région militaire, en compagnie du Général-Major Noureddine Hambli, Commandant de la 5e

Région militaire, afin d’inspecter les détachements militaires ayant participé à l’opération qualitative menée dans le cadre de la lutte antiterroriste les 12 et 13 mars 2026, et qui s’est soldée par la neutralisation de sept (7) terroristes et la récupération de sept (7) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions et d’autres effets”, précise la même source. Le Général d’armée s’est adressé aux personnels militaires, auxquels

“il a présenté ses condoléances pour leurs camarades tombés au champ d’honneur durant ce mois sacré du Ramadhan. Il a salué leur esprit de sacrifice et leur action héroïque démontrés lors de cette opération, avant de leur transmettre les salutations et les félicitations de Monsieur le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale”, note le communiqué. Par la suite, le Général d’Armée

“a prodigué un ensemble d’orientations, exhortant l’ensemble des personnels à redoubler d’efforts afin de préserver la sécurité du pays et des citoyens et à poursuivre la lutte contre les résidus des groupuscules terroristes avec détermination et fierté envers ce devoir sacré”. Il a également souligné “la justesse de l’approche adoptée dans la lutte contre les résidus des groupes terroristes en vue d’éradiquer définitivement ce phénomène de notre pays”, ajoute la même source.

L’ANP déplore la mort de trois militaires après avoir abattu sept terroristes, dont deux emirs

La lutte contre le terrorisme a connu un nouvel épisode dans l’est de l’Algérie. Dans la nuit du 12 mars 2026, des unités de l’Armée nationale populaire (ANP) ont tendu une embuscade à un groupe armé dans le secteur militaire de Tébessa, relevant de la 5e Région militaire. L’opération, menée sur la base de renseignements exploités par les services de sécurité de l’armée, s’est soldée par la neutralisation de plusieurs terroristes et la récupération d’armes de guerre. Mais aussi par la perte de trois militaires de l’armée nationale. Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN), cette intervention s’inscrit dans la poursuite des opérations de lutte antiterroriste, intensifiées durant le mois de Ramadan afin d’« assurer la sécurité et la quiétude des citoyens ». Le bilan, initialement

établi à quatre terroristes abattus, s’est alourdi dans les heures suivantes après la poursuite de l’opération sur le terrain.
Tébessa : le bilan de l’opération antiterroriste porté à sept terroristes neutralisés
Le MDN précise que les détachements de l’ANP ont d’abord neutralisé quatre terroristes lors d’une embuscade menée dans la nuit du jeudi 12 mars dans la zone relevant du secteur militaire de Tébessa. Les militaires ont également récupéré des armes et des munitions appartenant au groupe armé. Le communiqué indique que les forces engagées ont saisi :
• 4 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov
• Une quantité de munitions
• Divers effets appartenant au groupe terroriste
Dans un second communiqué

diffusé par le ministère, l’armée a annoncé la poursuite de l’opération dans la même zone. Les mêmes unités ont alors neutralisé trois autres terroristes, portant le bilan global à sept terroristes éliminés, dont deux emirs identifiés. Au total, les forces de l’ANP ont récupéré sept pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une quantité importante de munitions ainsi que d’autres équipements.
Trois militaires tombés lors de l’affrontement
L’opération a toutefois été marquée par la perte de trois soldats de l’Armée nationale populaire. Dans son communiqué, le ministère de la Défense nationale a indiqué que ces militaires sont tombés lors de l’accrochage avec le groupe terroriste. Le général d’armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense

nationale et chef d’état-major de l’ANP, a ainsi adressé ses condoléances aux familles des victimes.
Le communiqué souligne : « Le général d’armée Saïd Chanegriha (...) présente, en son nom et au nom de l’ensemble des personnels de l’Armée nationale populaire, ses sincères condoléances et sa profonde compassion aux familles des martyrs. »
Le ministère de la Défense rappelle que cette opération s’inscrit dans une série d’actions menées récemment contre les groupes terroristes. Il évoque notamment une intervention réalisée le 1er mars 2026 dans la forêt de Zeddine, dans le secteur militaire d’Aïn Defla (1re Région militaire).
Tebboune adresse ses condoléances aux familles des militaires tombés à Tébessa



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en sa qualité de Commandant en chef des forces armées et ministre de la Défense nationale, a présenté ses sincères condoléances et sa compassion aux familles des trois militaires tombés au champ d’honneur. Dans un communiqué, il a salué leur courage et leur dévouement pour la protection de l’Algérie et la sécurité des citoyens, et a demandé à Dieu Tout-Puissant d’accueillir leurs âmes dans le paradis. Le président a également adressé ses hommages à l’ensemble des membres de l’Armée nationale populaire, soulignant la grandeur et le sacrifice des soldats pour la patrie.

 Quotidien indépendant d'informations générales times Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com	P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s’adresser à : l’Entreprise Nationale de communication d’Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l’objet d’aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
---	--	---	---	--

Le groupe chinois “Geely Space” choisit l’Algérie pour sa première usine de fabrication de satellites en Afrique

Le groupe chinois Zhejiang Geely Holding, via sa branche spatiale Geespace, a jeté son dévolu sur l’Algérie pour y implanter sa première usine de fabrication de satellites en Afrique. Ce n’est pas seulement une usine qui se dessine, mais les contours d’une souveraineté technologique que l’Algérie entend bâtir. Ce choix, loin d’être anodin, place l’Algérie au cœur d’une compétition cruciale pour la maîtrise des données et des communications. En accueillant ce projet, le pays ne se contente pas d’acheter une technologie clé en main. Il négocie son ticket d’entrée dans le cercle restreint des nations capables de concevoir et de produire leurs propres outils spatiaux. L’enjeu dépasse largement le cadre industriel pour toucher à la planification urbaine, à la gestion des ressources ou encore à la sécurité nationale.

Geely Space en Algérie : un écosystème spatial complet, de la conception à la mise en orbite

L’accord avec Geely ne se limite pas à un transfert de chaînes de



montage. Selon les informations rapportées par le média spécialisé China Global South, le projet prévoit également la création d’un centre de recherche et d’application satellitaire. Ce lieu doit devenir un creuset où se mêleront ingénieurs algériens, scientifiques et entreprises locales. Avec pour mission de développer de nouvelles

technologies, d’assurer la maintenance des équipements et de former une main-d’œuvre hautement qualifiée. Cette approche intégrée est capitale. Et les retombées attendues sont multiples :

- Développement local : conception et production de satellites adaptés aux besoins spécifiques du pays.

- Indépendance technologique : réduction significative de la dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers pour les technologies critiques.
- Innovation et formation : création d’un pôle d’excellence pour attirer les jeunes talents et stimuler l’émergence de start-up spécialisées.
- Applications concrètes

: utilisation des données satellitaires pour la surveillance environnementale, la prévention des catastrophes naturelles et une meilleure gestion des ressources.

Des accords cadres aux réalisations concrètes

Cette ambition spatiale repose sur des fondations juridiques solides. Les mémorandums de coopération, signés en décembre dernier avec l’Agence spatiale algérienne (ASAL) et Algérie Télécom Satellite. Ont posé un cadre opérationnel précis. Ils définissent les modalités de production des satellites, le déploiement de services Internet des objets (IoT) par satellite. Et organisent les aspects commerciaux du partenariat. Des discussions techniques se poursuivent actuellement pour intégrer ces futurs équipements aux infrastructures nationales existantes et établir un calendrier de réalisation. Enfin, ce projet s’inscrit dans une dynamique nationale déjà bien engagée. Le lancement réussi des satellites Alsat 3A et Alsat 3B en janvier dernier témoigne de la volonté de l’Algérie de maintenir un rythme soutenu dans sa conquête technologique.

ALGÉRIE – ITALIE :

Une nouvelle ligne maritime pour renforcer les échanges commerciaux

Le marché algérien du transport maritime continue d’attirer les grandes compagnies européennes. Un nouveau géant italien du transport maritime a annoncé son entrée sur le marché algérien grâce à un partenariat avec la compagnie mondiale de transport de conteneurs Maersk. Cette coopération prévoit le lancement d’une nouvelle ligne maritime hebdomadaire reliant la Sicile et la Sardaigne à l’Algérie, marquant ainsi une nouvelle étape dans le renforcement des échanges commerciaux entre les deux rives de la Méditerranée. Selon plusieurs médias italiens, l’annonce officielle de cette nouvelle liaison maritime a été faite jeudi en marge d’une rencontre économique organisée en Sicile. L’événement s’est tenu à la Chambre de commerce de la ville de Messina, en présence d’institutions économiques, d’entreprises logistiques et de représentants du secteur du transport maritime. Cette initiative s’inscrit dans une dynamique visant à renforcer les infrastructures logistiques de la région méditerranéenne et à créer de nouveaux corridors commerciaux entre l’Europe du Sud et l’Afrique du Nord.

Une nouvelle infrastructure au service des échanges en Méditerranée

D’après les mêmes sources, le quai de Giammoro, situé en Sicile, est appelé à devenir un nouveau centre logistique stratégique pour le transport maritime en Méditerranée. La nouvelle ligne assurera un service régulier de transport de marchandises et de conteneurs reliant la ville de Cagliari en Sardaigne, le port de Port de Skikda et la Sicile. Ce projet est le fruit d’une collaboration entre Maersk et la compagnie maritime italienne Grendi, spécialisée dans le transport maritime et la logistique portuaire. La ligne sera principalement dédiée au transport de conteneurs, afin de répondre à la croissance des flux commerciaux entre les deux pays. La desserte comprendra également une escale technique au quai de Giammoro, une infrastructure mise en place par l’autorité portuaire du détroit de Messine et actuellement exploitée par la société terminaliste Doverco Terminal Mediterraneo. Ce dispositif permettra d’assurer une connexion logistique plus fluide entre les marchés italien et algérien.



Avant sa mise en service officielle, la nouvelle liaison maritime a déjà fait l’objet de tests opérationnels durant l’été 2025. Le navire cargo Silver London a effectué plusieurs traversées expérimentales en direction du port de Skikda. Ces essais se sont révélés concluants, ce qui a conduit les opérateurs à décider de pérenniser le service. Dans les prochaines semaines, la ligne devrait fonctionner à un rythme régulier d’une rotation hebdomadaire.

Un intérêt croissant des compagnies italiennes pour l’Algérie

Le lancement de cette nouvelle lignes’inscrit dans une dynamique plus large de renforcement des liaisons maritimes entre l’Algérie et l’Italie. Au cours des derniers mois, plusieurs compagnies italiennes ont manifesté un intérêt croissant pour le marché algérien, notamment en raison de la hausse significative des échanges commerciaux entre les

deux pays. Dans ce contexte, les autorités ont annoncé en janvier dernier la mise en service d’une ligne maritime dédiée au transport de camions et de marchandises roulantes entre le port italien de Marina di Carrara et le port algérien de Djen Djen. Ce projet résulte d’un partenariat entre des opérateurs italiens et la compagnie nationale Entreprise Nationale de Transport Maritime de Voyageurs et de Marchandises. L’objectif est de mettre en place une solution logistique stable pour faciliter les flux d’importation et d’exportation entre les deux rives de la Méditerranée. La ligne vise notamment les cargaisons industrielles et commerciales destinées au marché algérien, tout en soutenant les exportations algériennes vers l’Europe du Sud. Les autorités prévoient également des services logistiques complémentaires, incluant l’accompagnement douanier, la gestion du transport terrestre et la location d’équipements.

De nouvelles liaisons pour les marchandises et les passagers

Parallèlement, d’autres compagnies maritimes italiennes ont annoncé l’ouverture de nouvelles lignes de transport de

marchandises reliant les ports européens à l’Algérie. Parmi elles figure une liaison semi-mensuelle reliant le port de Port de Gênes à Alger, permettant de renforcer la régularité du transport de conteneurs et de réduire les délais de transit des marchandises, notamment celles provenant des marchés méditerranéens. L’intérêt italien pour le marché algérien ne se limite toutefois pas au transport de marchandises. Il s’étend également au transport de passagers. Un projet de liaison maritime directe est actuellement en préparation entre le port de Port de Civitavecchia, situé près de Rome, et la ville de Annaba. Cette future ligne pourrait contribuer à élargir le réseau de liaisons maritimes entre les deux pays et offrir de nouvelles options de voyage à la communauté algérienne vivant en Italie et dans plusieurs pays d’Europe orientale. Avec ces nouvelles initiatives, l’Algérie confirme progressivement sa place stratégique dans les échanges maritimes en Méditerranée, tandis que les opérateurs européens multiplient les projets pour renforcer les flux commerciaux et logistiques avec le marché algérien.

Nouveaux bus : Une distribution qui commence par les grandes villes

Le transport urbain en Algérie s’apprête à connaître un renforcement notable dans les prochains jours. Devant les députés, le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé le lancement imminent de la distribution de nouveaux bus importés destinés à améliorer la mobilité dans plusieurs régions du pays. Cette opération, dévoilée lors d’une séance plénière consacrée aux questions orales au Parlement, s’inscrit dans une démarche plus large de renouvellement du parc national de transport urbain. Les autorités veulent adapter l’offre aux besoins des citoyens sur l’ensemble du territoire, qu’il s’agisse de grandes agglomérations, de zones montagneuses ou de régions sahariennes.

Nouveaux bus en Algérie : une distribution qui commence par les grandes villes

La distribution des nouveaux bus en Algérie débutera dans les prochains jours et concernera d’abord plusieurs grandes wilayas. Le ministre a précisé que les premières livraisons seront orientées vers des pôles urbains majeurs où la demande en transport public reste particulièrement élevée. Les premières wilayas concernées sont :

1. Annaba
2. Constantine
3. Alger
4. Oran
5. Sétif

Le déploiement se poursuivra ensuite progressivement vers d’autres régions du pays. Les autorités visent une couverture de 50 à 60 % des wilayas d’ici

la fin du mois de mars, selon les indications fournies par le ministre devant le Parlement.

Nouveaux bus en Algérie : des capacités adaptées aux différentes régions

Le programme prévoit l’introduction de plusieurs types de bus afin de mieux répondre aux réalités du terrain. Les véhicules importés présentent des capacités différentes pour s’adapter à la densité de la demande et aux contraintes géographiques. Deux principales catégories sont prévues :

- Des bus de grande capacité pouvant transporter jusqu’à 100 passagers
 - Des modèles plus compacts d’une capacité d’environ 24 passagers
- Les bus de petite capacité seront principalement destinés aux zones où la circulation est plus

complexe ou la fréquentation plus faible. Cela concerne notamment certaines régions montagneuses, comme Béjaïa, Bouira ou Skikda, mais aussi des territoires où la demande en transport est moins importante. Cette approche vise à adapter les moyens de transport aux caractéristiques de chaque région afin d’assurer une desserte plus efficace.

Renforcement d’ETUSA et modernisation du transport urbain

Parallèlement à cette opération, les autorités prévoient de renforcer l’entreprise publique ETUSA à l’échelle nationale. L’objectif consiste à améliorer la qualité du service et les conditions de déplacement pour les usagers. Cette initiative s’inscrit dans un programme plus large de



modernisation du transport urbain en Algérie, qui prévoit le renouvellement progressif du parc de bus afin de répondre à l’évolution des besoins de mobilité dans les villes. Avec l’arrivée de ces nouveaux véhicules et leur distribution progressive dans plusieurs wilayas, les autorités entendent renforcer l’offre de transport urbain et améliorer la desserte dans différentes régions du pays. Le programme repose sur un déploiement graduel qui devrait toucher une grande partie du territoire dans les prochaines semaines.

Éducation : Lancement d’une revue internationale dédiée à l’innovation pédagogique en Algérie

Le ministère de l’Éducation nationale a annoncé l’ouverture des candidatures pour la soumission d’articles scientifiques destinés au premier numéro de la Revue internationale de l’innovation pédagogique, dont la publication est prévue pour juin 2026. Cette initiative est portée par l’Institut National de Recherche en Éducation (INRE) et s’inscrit dans la mise en œuvre des orientations annoncées par le ministre de l’Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, lors de la célébration du Défi de l’innovation en éducation organisée le 14 février 2026.

Une revue scientifique consacrée à l’innovation éducative

La nouvelle revue, créée en février 2026, se veut une publication

scientifique semestrielle à comité de lecture, entièrement dédiée aux questions liées à l’innovation dans le domaine de l’éducation. Son objectif est de soutenir la recherche scientifique dans le secteur éducatif et de promouvoir les pratiques pédagogiques innovantes, tant au niveau national qu’international.

Pour cela, la revue prévoit de publier plusieurs types de contributions scientifiques, notamment :

- des articles de recherche originaux,
- des revues de littérature scientifique,
- des études de cas,
- ainsi que des analyses théoriques portant sur les transformations du système éducatif.

Vers une référence scientifique nationale en pédagogie

À travers ce projet éditorial, le ministère souhaite également créer une référence scientifique nationale dans le domaine de l’innovation pédagogique. La revue ambitionne de valoriser les initiatives créatives dans le secteur de l’éducation et de contribuer à l’amélioration des pratiques d’enseignement et de la qualité de l’apprentissage.

Elle devrait également offrir un espace de réflexion et d’échange autour des expériences pédagogiques innovantes développées en Algérie et dans d’autres pays.

Plusieurs axes de recherche au cœur de la revue

Les numéros de la revue porteront sur plusieurs thématiques clés liées à l’évolution des méthodes d’enseignement. Parmi les principaux axes abordés figurent :

- le développement des méthodes pédagogiques modernes,
 - les innovations éducatives et l’intégration des technologies numériques dans l’apprentissage,
 - la conception des programmes et curricula scolaires,
 - ainsi que les stratégies d’évaluation et de mesure des apprentissages.
- L’objectif est de proposer une plateforme scientifique permettant aux chercheurs, enseignants et décideurs de partager leurs travaux et leurs expériences basées sur des données et des analyses rigoureuses.

Un appel à contributions pour les professionnels et chercheurs

Le ministère a précisé que l’appel à contributions s’adresse à plusieurs catégories d’acteurs



du secteur éducatif. Il concerne notamment les inspecteurs de l’éducation, les directeurs d’établissements scolaires, les enseignants et praticiens de l’éducation, les chercheurs et enseignants-chercheurs, ainsi que les doctorants.

À travers cette revue, les autorités espèrent encourager la production scientifique dans le domaine éducatif et renforcer les passerelles entre la recherche académique et les pratiques pédagogiques sur le terrain.

Éducation : Des examens organisés dans des conditions strictes

À partir de la semaine prochaine, les établissements scolaires du pays vont entamer la tenue des conseils de classe pour le deuxième trimestre. Cette étape est cruciale pour finaliser les moyennes des élèves et préparer leur enregistrement sur la plateforme numérique du secteur de l’éducation.

Les conseils de classe sont des réunions où les enseignants évaluent les performances de chaque élève, discutent de ses progrès et décident des recommandations pour la suite de l’année scolaire. Ils permettent également de corriger d’éventuelles erreurs dans les notes et d’harmoniser les résultats

avant leur saisie officielle sur la plateforme.

Des examens organisés dans des conditions strictes

Les élèves ont récemment achevé les examens du deuxième trimestre, organisés selon le système dit de la « semaine fermée ». Ce dispositif implique que tous les tests se déroulent sur une semaine complète, dans un calendrier strict, pour toutes les classes et niveaux scolaires.

Cette organisation vise à garantir la discipline et l’équité pendant les épreuves. Les conditions sont uniformes pour tous les élèves, afin que chaque évaluation reflète fidèlement les connaissances et compétences de chacun. Selon les responsables du

ministère de l’Éducation, cette méthode contribue à renforcer la crédibilité des examens et à assurer la transparence du processus d’évaluation.

L’importance de la numérisation des résultats

Le ministère de l’Éducation insiste sur la nécessité de tenir les conseils de classe dans les délais prévus. La saisie des notes sur la plateforme numérique est un processus centralisé, qui permet de gérer les résultats de manière efficace et sécurisée. Les techniciens en informatique éducative peuvent ainsi enregistrer rapidement les données et préparer les bulletins des élèves pour leur publication dans les délais impartis.

Cette démarche numérique reflète les efforts continus du ministère pour moderniser le système éducatif et faciliter la gestion administrative des établissements scolaires. Elle permet aussi aux parents et aux élèves de suivre les résultats plus facilement, sans risque de perte ou d’erreur dans les notes.

Une étape clé pour la réussite scolaire

Les conseils de classe ne se limitent pas à la simple saisie des notes. Ils offrent aux enseignants l’occasion de discuter des difficultés rencontrées par les élèves, de proposer des mesures de soutien et de planifier des activités pour améliorer l’apprentissage. Pour les élèves,



c’est également un moment important pour connaître leur position dans la classe et recevoir des conseils pour progresser.

En somme, cette étape est essentielle pour assurer la transparence, l’équité et la rigueur dans le système éducatif. Les écoles sont désormais prêtes à franchir cette étape importante et à préparer les résultats pour qu’ils soient communiqués aux familles dans les meilleurs délais.

Production agricole : L'Algérie prépare un nouveau cap pour sa souveraineté alimentaire

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Yacine Oualid, a présidé ce mardi une réunion de coordination consacrée au lancement de deux projets stratégiques visant à renforcer la production agricole nationale et valoriser les résultats de la recherche scientifique. La rencontre s'est tenue en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, et a réuni plusieurs institutions de recherche ainsi que des acteurs économiques concernés par ces initiatives.

Unité de production de plants de banane et objectifs d'importations

Le premier projet porte sur

la création d'une unité de production de plants agricoles par la technique de culture des tissus, avec une capacité pouvant atteindre 10 millions de plants par an. Ce projet sera développé en partenariat avec le Centre de recherche en biotechnologie de Constantine, spécialisé dans les technologies de culture in vitro, ainsi qu'avec l'Entreprise de développement des cultures stratégiques. Dans une première phase, l'unité se concentrera sur la production de plants de banane, avec la possibilité d'étendre l'activité à d'autres variétés agricoles à l'avenir. L'objectif est de réduire la dépendance de l'Algérie aux importations, alors que la facture

annuelle des importations de bananes atteint environ 300 millions de dollars.

Développement de la culture de la banane en Algérie

Dans le cadre de cette initiative, les autorités prévoient également la mise à disposition de plus de 4 700 hectares de terres agricoles pour les agriculteurs souhaitant investir dans la culture de la banane. Ces terres seront attribuées dans des régions où les conditions climatiques et agronomiques permettent le développement de cette culture. L'objectif est de structurer progressivement une filière nationale de production de bananes, capable de répondre à une partie de la demande locale.

Création d'une entreprise de

semences locales

Le second projet concerne la création d'une entreprise spécialisée dans la production de semences agricoles, notamment les semences de maïs grain et les semences hybrides de légumes. Ce projet s'appuiera sur les travaux de recherche menés par les scientifiques de l'Université Ibn Khaldoun de Tiaret, qui ont développé des variétés adaptées aux conditions climatiques et agricoles du pays. L'objectif est de développer des semences locales performantes, capables d'améliorer les rendements agricoles tout en réduisant la dépendance aux importations de semences.

Recherche scientifique et projets économiques



À travers ces initiatives, les autorités souhaitent renforcer le lien entre la recherche scientifique et le développement économique, en transformant les résultats obtenus dans les laboratoires en projets concrets sur le terrain. Selon le ministre, ces projets s'inscrivent dans une vision visant à soutenir la souveraineté alimentaire de l'Algérie, en misant sur l'innovation, l'investissement et les compétences nationales. La prochaine étape consistera à accélérer la mise en œuvre sur le terrain, grâce à la mobilisation d'équipes techniques réunissant chercheurs, agriculteurs et entreprises.

Vers la fin de l'importation des bananes : Le gouvernement actionne un levier radical

L'Algérie dépense chaque année près de 300 millions de dollars pour importer des bananes. Un chiffre qui pourrait bien appartenir au passé. Face à cette facture salée, les ministères de l'Agriculture et de l'Enseignement supérieur unissent leurs forces pour lancer un pari audacieux. Produire localement ce fruit devenu un incontournable des tables algériennes, et ainsi réduire sa dépendance aux marchés étrangers. Le projet ne se contente pas de quelques serres, il s'articule autour de deux leviers technologiques majeurs et d'une mobilisation foncière sans précédent. Dans les allées des marchés et les étals des fruits et légumes, la banane est reine. Sa présence

constante cache pourtant une réalité économique lourde. Son importation pèse lourdement sur la balance commerciale du pays. Conscient de cette fragilité, le gouvernement a décidé de passer à la vitesse supérieure. Lors d'une réunion de coordination tenue hier entre le ministre de l'Agriculture et son homologue de l'Enseignement supérieur, les grandes lignes d'une stratégie de rupture ont été tracées.

Biotechnologie et semences hybrides : l'Algérie mise sur la science pour sa souveraineté agricole

Le cœur de cette révolution verte repose sur deux projets structurants. Le premier, d'ordre technologique, prévoit la création d'une unité de culture tissulaire

dédiée à la production de plants. Cette installation, portée par le Centre de recherche en biotechnologie de Constantine (CRBt) en partenariat avec l'Agence de développement des cultures stratégiques, ambitionne de produire jusqu'à 10 millions de plants par an. Ces plants, issus de la biotechnologie, présenteront l'avantage d'être sains, homogènes et parfaitement adaptés aux conditions de culture locales. Le second projet, complémentaire au premier, concerne la mise en place d'une entité spécialisée dans la production de semences. L'accent est mis ici sur le maïs et les légumes hybrides. Ce volet repose sur les travaux de recherche menés par des universitaires de Tiaret, qui planchent sur le

développement de semences locales. L'enjeu est de taille ! Créer des variétés résistantes et productives, spécifiquement calibrées pour le climat algérien, afin de ne plus dépendre des géants mondiaux de la semence.

4700 hectares : l'État met le foncier à disposition des producteurs de bananes

Au-delà de la prouesse technique, la réussite de ce plan passe par la terre. Le ministère de l'Agriculture a d'ores et déjà identifié et réservé un vaste potentiel foncier pour les agriculteurs désireux de se lancer dans l'aventure de la banane. Ce sont plus de 4700 hectares de terres agricoles qui seront mis à disposition dans des zones reconnues pour leur aptitude à accueillir cette culture exigeante. Cette mesure vise à lever le



principal frein à l'investissement dans ce secteur, l'accès au foncier. L'État ne compte pas s'arrêter à la simple mise à disposition de terrains. Le plan d'action présenté lors de la réunion inclut un accompagnement global pour les agriculteurs. Allant du financement à la fourniture de plants certifiés par l'unité de culture tissulaire. En passant par l'appui des experts des centres de recherche pour le transfert de l'expertise scientifique. En somme, l'ambition affichée par cette double stratégie, alliant la haute technologie des biotechnologies à une politique foncière volontariste, dessine les contours d'une nouvelle ère pour l'agriculture algérienne.

Énergie : Des experts internationaux discutent du potentiel pétrolier offshore de l'Algérie

La capitale algérienne s'apprête à accueillir un rendez-vous international dédié au développement du secteur des hydrocarbures. Du 11 au 13 mai prochain, Alger abritera une rencontre organisée par l'Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures (ALNAFT) en partenariat avec l'Association européenne des géoscientifiques et ingénieurs. Cet événement réunira experts, chercheurs et professionnels du secteur énergétique autour de deux ateliers techniques consacrés à des thématiques stratégiques : l'exploitation du potentiel d'hydrocarbures en mer

et l'amélioration du rendement des champs pétroliers matures.

Une plateforme d'échange pour les experts du secteur énergétique

Dans un communiqué publié sur son site officiel, ALNAFT indique que cette rencontre vise à favoriser le partage d'expertise entre spécialistes algériens et internationaux, tout en stimulant l'innovation et la coopération dans le domaine énergétique. Les discussions devraient permettre d'explorer de nouvelles perspectives pour le développement du secteur des hydrocarbures en Algérie, notamment à travers l'introduction de technologies

avancées et le renforcement des partenariats internationaux.

Focus sur l'exploration offshore en Méditerranée

Le premier atelier technique portera sur l'exploitation des ressources en hydrocarbures dans le bassin frontalier algérien du bassin occidental de la mer Méditerranée. Les participants examineront notamment les opportunités d'exploration dans les zones offshore profondes et très profondes, encore peu étudiées dans les eaux algériennes. L'objectif est d'évaluer plus précisément le potentiel géologique de ces zones maritimes et d'identifier les

perspectives de développement futur. Cet atelier abordera également les innovations liées à l'acquisition et au traitement des données géophysiques, essentielles pour améliorer la précision des campagnes d'exploration et faciliter l'identification de nouveaux gisements. Les discussions porteront en outre sur les opportunités d'investissement et les nouvelles formes de coopération internationale dans le domaine de l'exploration pétrolière en mer.

Optimiser la production des champs pétroliers matures

Le second atelier sera consacré aux solutions innovantes pour

améliorer le taux de récupération dans les champs pétroliers matures et les réservoirs complexes. Les experts analyseront plusieurs techniques avancées visant à optimiser l'extraction des hydrocarbures, notamment dans les réservoirs hétérogènes ou fracturés, qui présentent souvent des défis techniques importants. Les échanges porteront également sur l'exploitation de formations géologiques spécifiques, telles que les sables compacts appartenant à l'ère cambrienne-ordovicienne, ainsi que les carbonates cénomaniens-turonien et liasiques.



ANNABA / TRANSPORT TERRESTRE

Lancement d’une nouvelle ligne terrestre entre Annaba et Tunis

S.F
Une nouvelle étape dans le renforcement des liaisons régionales a été franchie, avant-hier, vendredi avec le lancement officiel d’une ligne internationale de transport de voyageurs reliant Annaba à Tunis. La cérémonie de départ de la première rotation s’est tenue à la gare routière de la ville, en présence des autorités locales. Le coup d’envoi de cette liaison a été donné par le wali de la wilaya d’Annaba, Abdelkrim Lamouri, accompagné du président de l’Assemblée populaire de wilaya ainsi que de plusieurs



responsables administratifs et représentants du secteur du transport. Cette initiative s’inscrit dans le cadre des efforts visant à

de consolider les échanges humains et économiques entre Algérie et Tunisie. La ligne reliera Annaba à Tunis en traversant plusieurs localités frontalières et villes tunisiennes, notamment El Tarf, Aïn Draham, Jendouba et Béja, avant d’atteindre la capitale tunisienne. Selon les organisateurs, le programme hebdomadaire prévoit quatre rotations aller et quatre rotations retour chaque semaine, programmées les jeudis, vendredis, samedis et dimanches. Les départs s’effectueront depuis la gare routière de transport de voyageurs ‘Mohamed Mounib

Sendid” à Annaba. Les passagers sont invités à effectuer leurs réservations à l’avance au niveau de la gare routière ou via l’application mobile Mahattati. Les autorités ont par ailleurs rappelé que les voyageurs doivent être munis d’un passeport en cours de validité pour pouvoir emprunter cette ligne internationale. Avec cette nouvelle desserte, les responsables espèrent offrir une alternative pratique et accessible aux déplacements entre les deux pays, tout en contribuant à dynamiser les échanges touristiques et économiques dans la région.

ANNABA:

Le wali reçoit des citoyens à l’occasion de la Journée nationale des personnes aux besoins spécifiques

S.F
À l’occasion de la célébration de la Journée nationale des personnes aux besoins spécifiques, le wali, Abdelkrim Lamouri, a reçu jeudi passé, plusieurs citoyens présentant des situations sociales et médicales particulières, dans le cadre de l’écoute et de la prise en charge des préoccupations de cette catégorie de la société. Lors de ces audiences, plusieurs dossiers ont été examinés, notamment des situations sanitaires nécessitant une intervention médicale. À cet effet, le wali a instruit le directeur

de la santé et de la population de la wilaya afin d’assurer le suivi et la prise en charge des cas concernés. Par ailleurs, une demande de logement social a été soumise au wali. Le dossier a été confié au chef de daïra d’Annaba afin d’étudier la situation et d’y apporter les solutions appropriées conformément à la réglementation en vigueur. Une autre situation concernait la demande de changement d’un logement situé à un étage supérieur vers un logement au rez-de-chaussée, en raison du handicap dont souffre le demandeur. Dans ce cadre, le

chef de daïra d’El Bouni a été chargé d’examiner la possibilité de procéder à ce changement en tenant compte de la situation sociale de l’intéressé. La rencontre s’est déroulée en présence du chef de daïra d’Annaba, du directeur de l’Action sociale et de la Solidarité ainsi que du directeur de la sante et de la population. Cette initiative s’inscrit dans la volonté des autorités locales de renforcer l’accompagnement des personnes aux besoins spécifiques et de répondre à leurs préoccupations sociales et sanitaires.



ANNABA / RÉSEAU ROUTIER

Le Chef de daïra inspecte les travaux de maintenance et de réhabilitation de la voirie



Imen.B
Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du wali d’Annaba, Abdelkrim Lamouri, visant à assurer une prise en charge optimale des préoccupations des citoyens et à améliorer les conditions de vie au quotidien, le Chef de Daïra d’Annaba a supervisé, hier, une opération de maintenance et de réhabilitation de la voirie. Cette intervention s’inscrit dans le cadre du programme d’actions établi par les services de la daïra, destiné à assurer la remise en état des routes et leur rétablissement dans leur situation normale, notamment après la réalisation de certains projets liés à la vie quotidienne des citoyens et nécessitant des travaux au

niveau de la chaussée. Dans ce contexte, la Direction de l’Hydraulique a procédé à la remise en état des sites concernés et à la restauration des routes dans leur état initial, afin de garantir la sécurité des usagers, préserver la qualité des infrastructures et améliorer la fluidité de la circulation. Les autorités locales veillent à assurer un suivi continu de ces interventions, dans le souci de répondre efficacement aux attentes des citoyens et de préserver la qualité du cadre urbain. L’opération se poursuit toujours, dans le cadre des efforts continus déployés par les services concernés pour améliorer les infrastructures et assurer un environnement urbain mieux aménagé au profit des habitants.

ANNABA / CHÉTAÏBI

Visite du Chef de daïra au restaurant “Errahma” du Croissant-Rouge algérien

Imen.B

Dans le cadre du suivi des initiatives solidaires organisées durant le mois sacré de Ramadan, le Chef de Daïra de Chétaïbi a effectué, dans la soirée d’avant-hier , une visite au restaurant des passants relevant du Croissant-Rouge algérien, situé au niveau de la façade maritime de la commune de Chétaïbi. Lors de cette visite, le responsable a pris connaissance des conditions de fonctionnement de cette structure solidaire, ainsi que des services fournis aux jeûneurs, notamment aux personnes de passage et aux citoyens ayant besoin d’un repas pour rompre le jeûne dans une atmosphère de fraternité et de solidarité.



Cette sortie a également permis de saluer et de valoriser les efforts considérables déployés par les bénévoles du Croissant-

Rouge algérien, ainsi que par l’ensemble des contributeurs et partenaires ayant participé à la réussite de cette initiative

caritative. Leur engagement reflète les valeurs de solidarité, d’entraide et de cohésion sociale qui caractérisent la société

algérienne, particulièrement durant le mois de Ramadan. À cette occasion, le Chef de daïra a exprimé sa reconnaissance pour l’engagement des bénévoles et leur dévouement au service de la communauté, soulignant l’importance de ces actions humanitaires qui contribuent à renforcer l’esprit de partage et de fraternité au sein de la société. Tous les remerciements et la gratitude ont été exprimés à l’ensemble des personnes ayant contribué à cette noble action humanitaire, qui incarne parfaitement les valeurs de générosité et de solidarité durant ce mois béni.

ANNABA / DASS

Iftar collectif au profit des enfants aux besoins spécifiques atteints de cancer

Imen.B

Sous le haut patronage du wali de la wilaya d’Annaba, un iftar collectif solidaire a été organisé dans la soirée du lundi 09 mars 2026, dans une ambiance empreinte de fraternité, de solidarité et de partage, caractéristiques du mois sacré de Ramadan. Cette initiative humanitaire a été mise en place par l’Organisation Liqaa Chabab El Djazaïr – bureau de la wilaya d’Annaba, en partenariat avec l’association Ness El Kheir Annaba, au niveau de la gare ferroviaire d’Annaba. L’événement était dédié aux enfants atteints de cancer, aux enfants aux besoins spécifiques, ainsi qu’à leurs familles, dans le but de leur offrir un moment de convivialité et de réconfort durant ce mois béni. La rencontre s’est déroulée en présence de



Monsieur le Directeur de l’Action Sociale et de la Solidarité de la wilaya d’Annaba, aux côtés des autorités locales et de plusieurs représentants de la société civile. Cette initiative a constitué une belle occasion de renforcer

les valeurs de solidarité, de compassion et de cohésion sociale, tout en apportant joie et sourire aux enfants et à leurs proches. À travers cette action solidaire, les organisateurs ont tenu à traduire sur le terrain les



nobles valeurs d’entraide et de générosité qui caractérisent le mois de Ramadan, en créant un espace de partage et de soutien pour les familles concernées. Nos sincères remerciements et notre profonde gratitude vont aux

organisateurs ainsi qu’à toutes les personnes ayant contribué à la réussite de cette noble initiative, en espérant que ces actions de solidarité se multiplient au bénéfice des plus démunis.

ANNABA:

Un iftar collectif en l’honneur des agents de la propreté durant le Ramadhan

S.F

Dans une atmosphère marquée par les valeurs de solidarité et de partage propres au mois sacré de Ramadhan, les autorités locales ont organisé, jeudi dernier, un iftar collectif en l’honneur des agents et ingénieurs de la propreté, à la gare routière de transport de voyageurs de Sidi

Brahim à Annaba. La cérémonie s’est déroulée sous la supervision du chef de la daïra d’Annaba, représentant le wali de la wilaya, Abdelkrim Laamouri. L’événement a rassemblé plusieurs responsables locaux et acteurs du secteur des services publics. Ont notamment pris part à cette rencontre le président

de l’Assemblée populaire communale d’Annaba, le directeur de l’Action sociale et de la Solidarité, ainsi que les responsables d’établissements publics impliqués dans la gestion urbaine et l’assainissement, parmi lesquels l’entreprise Annaba Nadhifa, l’antenne locale de l’Office National de l’Assainissement et

l’établissement public d’amélioration urbaine. Organisé par les services de la wilaya d’Annaba en coordination avec la Direction de l’action sociale et de la solidarité, cet iftar collectif a offert un moment convivial aux travailleurs du secteur de la propreté, dont les efforts quotidiens contribuent à l’amélioration du cadre de vie

des citoyens. Au-delà de son caractère symbolique, cette initiative vise à valoriser l’engagement des agents de terrain et à renforcer l’esprit de cohésion et de solidarité durant le mois sacré de Ramadhan, période traditionnellement dédiée à l’entraide et au rapprochement social.

ANNABA / Trafic ferroviaire

Vers le renforcement du transport ferroviaire de marchandises depuis le port

S.F
Les autorités de la wilaya d’Annaba ont tenu, jeudi dernier, une réunion de travail consacrée à l’étude de la mise en place d’un dispositif de transport de marchandises par voie ferroviaire vers et depuis le port d’Annaba. La rencontre a été présidée par le secrétaire général de la wilaya et a réuni plusieurs responsables institutionnels et acteurs économiques. Cette réunion s’inscrit dans le cadre des efforts visant à optimiser la logistique portuaire et à renforcer l’intégration du transport ferroviaire dans la chaîne d’approvisionnement industrielle et commerciale de la région. Raccordement des unités de production de ciment
Au cours des échanges, les participants ont examiné la



situation de plusieurs unités de production de ciment, notamment celles de Hajar Soud, Aïn Kebira, Sigus et Hamma Bouziane. L’objectif est de renforcer leur connexion avec le port d’Annaba par le réseau ferroviaire afin de faciliter l’acheminement de

matières premières et de produits, notamment le clinker. Dans ce cadre, il a été proposé de réhabiliter la zone de déchargement située à l’intérieur du périmètre portuaire, destinée à recevoir la matière « clinker », ainsi que de réaliser une trémie souterraine

pour améliorer les opérations de déchargement et de manutention. La réunion a également abordé la question du raccordement de la zone de dédouanement située dans l’aire des conteneurs d’El Allelick, dans la commune d’El Bouni, distante d’environ 300 mètres du réseau ferroviaire. À cet effet, le bureau d’études SETI-RAIL a été chargé d’élaborer une étude technique pour déterminer les modalités de cette liaison. Par ailleurs, la possibilité de relier le quai nord du port, dédié au transport de céréales au profit de la CCLS, au réseau ferroviaire au niveau de la route de l’avant-port a également été examinée. Les participants ont convenu de lancer une étude globale afin de concrétiser ce projet.

Sortie de terrain prévue
Dans ce contexte, il a été décidé

d’organiser une sortie de terrain le 15 mars 2026, en présence des experts du bureau SETI-RAIL, afin d’identifier le tracé le plus approprié pour rétablir la connexion ferroviaire avec le quai nord du port. La réunion a rassemblé plusieurs responsables représentant différents organismes et entreprises, dont la Société Nationale des Transports Ferroviaires (SNTF), l’Entreprise Portuaire d’Annaba, des représentants du groupe cimentier Groupe GICA, ainsi que des responsables d’entreprises de production de ciment et d’acteurs du secteur logistique. Cette initiative vise à renforcer la compétitivité du port d’Annaba et à fluidifier le transport de marchandises, en misant sur une meilleure complémentarité entre le transport maritime et ferroviaire.

ANNABA / Cadre de vie

Embellissement de l’environnement et entretien des espaces verts



Imen.B
Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du wali d’Annaba, Abdelkrim Lamouri, visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à préserver l’esthétique urbaine, le Chef de Daïra, accompagné du Président de l’Assemblée Populaire Communale d’Annaba, a supervisé une vaste campagne d’entretien des espaces verts, de nettoyage et d’embellissement de l’environnement, en présence des cadres de la commune d’Annaba. Cette opération d’envergure a connu la participation de plusieurs collectivités et institutions, notamment, les communes d’Annaba, d’El Bouni, El Hadjar, Sidi Amar, Tréat et Chétaïbi, l’établissement public de développement et d’entretien des espaces verts d’Alger (EDEVAL), l’Établissement public chargé de l’entretien des espaces verts, l’entreprise publique Annaba Propre, la direction des travaux publics. Cette campagne

collective s’inscrit dans une démarche visant à renforcer la coordination entre les différentes institutions et collectivités locales, afin de préserver la propreté de la ville, d’améliorer l’aspect paysager et de promouvoir une culture citoyenne basée sur le respect de l’environnement. Les interventions ont concerné plusieurs axes et espaces urbains, notamment de la place de la révolution jusqu’au troisième secteur urbain, en passant par la rue Belkacem Belaïd ainsi que le quartier Sidi Achour, où des travaux de nettoyage, d’entretien des espaces verts, d’égoutage des arbres et d’embellissement de l’environnement ont été réalisés. Cette initiative reflète la volonté des autorités locales de valoriser les espaces publics et d’offrir aux habitants un environnement plus propre, plus agréable et plus accueillant, tout en renforçant les efforts continus visant à préserver l’image et l’attractivité de la ville d’Annaba.

ANNABA / Sinistre

Renversement d’un semi remorque sur la route RN56



Imen.B
Les éléments de la protection civile de la wilaya d’Annaba sont intervenus, hier à 16h00, suite à un accident de la circulation survenu au niveau de la route de wilaya n°56, dans la commune de Sidi Amar, relevant de la daïra d’El Hadjar. Selon les premières informations, l’accident s’est produit suite à la déviation d’un camion semi-remorque, suivie de son renversement sur la chaussée. Dès réception de l’alerte, les équipes d’intervention se sont rapidement rendues sur les lieux afin de sécuriser la zone et procéder aux mesures

nécessaires. Fort heureusement, aucune perte humaine n’a été enregistrée, l’accident ayant causé uniquement des dégâts matériels au niveau du véhicule impliqué. Les services de la protection civile ont veillé à assurer la sécurité des usagers de la route et à faciliter la circulation, tout en prenant les dispositions nécessaires pour la prise en charge de la situation. La Protection Civile rappelle, à cette occasion, l’importance du respect du code de la route, de la vigilance et de la prudence au volant, afin d’éviter ce type d’accidents et de préserver la sécurité de tous les usagers de la route.

Après la mort de l’humanitaire Karine Buisset en RDC, la justice française ouvre une enquête pour crime de guerre

L’employée de l’Unicef a été tuée par une frappe de drone non revendiquée à Goma, grande ville de l’est du pays, aux mains du groupe antigouvernemental M23, selon le monde fr. Une enquête « de flagrante contre X du chef de meurtre constitutif de crime de guerre » a été ouverte après la mort mercredi de Karine Buisset, une humanitaire française de 54 ans, en République démocratique du Congo. Le Parquet national antiterroriste (PNAT), à l’origine de cette information rapportée vendredi 13 mars à l’Agence France-Presse, précise encore que les investigations, confiées à l’Office central de lutte contre les crimes contre l’humanité de la gendarmerie nationale (OCLCH), devront éclaircir « les circonstances de commission des faits » et « tenir informés les proches de la victime ».

Karine Buisset, employée de l’Unicef, a été tuée mercredi par une frappe de drone non revendiquée à Goma, grande ville de l’est de la République démocratique du Congo (RDC), aux mains du Mouvement du 23 mars (M23), groupe rebelle, depuis janvier 2025. Des témoins ont



déclaré à l’AFP avoir entendu des détonations et des bruits de drones dans la nuit de mardi à mercredi à Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, située à la frontière du Rwanda. Les faits apparaissent « en lien avec une situation de conflit armé opposant les forces congolaises et le mouvement dit M23 », poursuit le PNAT. Des sources humanitaires et les secours sur place ont confirmé à l’AFP que Karine Buisset avait été tuée pendant la nuit par une frappe ayant touché la maison où elle résidait, située dans le quartier de Himbi. Des sources sécuritaires contactées par

l’AFP estiment que les frappes visaient des responsables ou des proches du groupe armé et que la maison occupée avait été touchée par erreur. Le porte-parole du M23, qui s’est emparé depuis fin 2021, avec le soutien du Rwanda et de son armée, de vastes parties de l’est de la RDC, région riche en ressources et ravagée par trente ans de conflits, a accusé l’armée de la RDC d’avoir mené cette attaque. De son côté, le gouvernement de la RDC a assuré mercredi soir qu’il ne « saurait entreprendre une action qui contrarie les valeurs qu’il a toujours défendues », faisant

part de sa « profonde tristesse » après le décès de Karine Buisset et rendant hommage au personnel humanitaire en RDC. Ouverture d’une enquête à Kinshasa Kinshasa a annoncé mercredi une enquête sur « les circonstances » et « l’origine des explosions » pour faire « toute la lumière sur les faits », sans autre détail. Le ministère des affaires étrangères français a de son côté réclamé une « enquête indépendante et impartiale », déclarant que la France était « prête à y contribuer ». La Mission des Nations unies en RDC avait

assuré que Karine Buisset et deux autres civils avaient été tués par des « drones d’attaque ».

Karine Buisset était mère de deux enfants, selon l’un de ses amis proches, qui a décrit à l’AFP une « personne très humaine » et passionnée par l’Afrique, où elle avait effectué de multiples missions. « Nous sommes, à l’Unicef, profondément bouleversés et indignés par le décès de notre collègue Karine Buisset, tuée lors d’une attaque de drone sur un bâtiment abritant des travailleurs humanitaires à Goma », a déclaré le Fonds des Nations unies pour l’enfance. Le président français, Emmanuel Macron, a appelé « au respect du droit humanitaire et des personnels (...) sur place », adressant « le soutien et l’émotion de la nation » aux proches de la victime. Le secrétaire général de l’ONU, Antonio Guterres, a lui exprimé son « indignation » par la voix de son porte-parole, Stéphane Dujarric. « Le personnel humanitaire ne doit jamais être pris pour cible. C’est le droit international. (...) Il doit être respecté », a souligné ce dernier.

Cuba confirme être en pourparlers avec les Etats-Unis

Pour la première fois depuis des années, La Havane et Washington explorent la voie du dialogue pour tenter de résoudre leurs différends persistants, selon le monde fr. Le président cubain, Miguel Diaz-Canel, a confirmé vendredi 13 mars que des « responsables cubains ont mené récemment des discussions » avec des représentants des Etats-Unis. « Ces discussions ont eu pour objectif de chercher des solutions, par la voie du dialogue, aux différends bilatéraux qui existent entre nos deux nations », a ajouté le chef de l’Etat lors d’une intervention devant les plus hautes autorités du pays,

retransmise à la télévision nationale. « Ces discussions ont eu pour objectif de chercher des solutions, par la voie du dialogue, aux différends bilatéraux qui existent entre nos deux nations », a ajouté Miguel Diaz-Canel devant des membres du bureau politique, du secrétariat du comité central du Parti communiste cubain (PCC) et du comité exécutif du conseil des ministres. Egalement premier secrétaire du PCC, le président cubain a ajouté que « des facteurs internationaux ont facilité ces échanges », sans donner plus de détails. Jeudi soir, La Havane a annoncé la libération

prochaine de 51 prisonniers sous l’égide du Vatican, médiateur historique entre Cuba et les Etats-Unis. Le président américain, Donald Trump, assurait depuis des semaines que des négociations étaient en cours avec de hauts responsables de l’île. La Havane avait jusqu’à démenti de tels contacts, tout en se disant disposée à dialoguer « sans pression » ni « ingérence ». Un « processus très sensible » « Il s’agit de déterminer la volonté des deux parties de concrétiser des actions au bénéfice des peuples des deux pays » et « d’identifier des domaines de coopération pour faire face aux menaces et garantir la sécurité et la paix



des deux nations », a ajouté le président cubain. Miguel Diaz-Canel a souligné qu’il s’agissait d’un « processus très sensible », qui « exige des efforts considérables et soutenus pour trouver des solutions et créer des espaces de compréhension nous permettant (...) de nous

éloigner de la confrontation ». Le chef de l’Etat a souligné que lors de ces pourparlers la partie cubaine a exprimé « sa volonté de mener à bien ce processus sur la base de l’égalité et du respect des systèmes politiques des deux Etats ».

La guerre en Iran pèse sur les stocks de munitions, une source d'inquiétude pour les états-majors

En deux semaines de guerre, les Israéliens et les Américains ont employé une quantité record de missiles pour se protéger des attaques iraniennes. Alors que les stocks d'intercepteurs comme le Patriots s'amenuisent, une course contre la montre a commencé, selon le monde fr. Dans la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, la quantité de munitions dont disposent les deux camps, est sans doute le secret le mieux gardé. Donnée sensible par excellence, elle



est au cœur de la stratégie des adversaires, les objectifs militaires et politiques visés : après deux semaines de

frappes, de combien de missiles et de drones Téhéran dispose-t-il encore pour frapper ses adversaires et leurs alliés ? Et en face, pour combien de temps les pays du Golfe et Israël peuvent-ils s'en protéger ? Avant même le début de l'offensive, les militaires avaient commencé à faire les comptes, s'inquiétant d'une guerre trop longue qui épuiserait des stocks d'intercepteurs déjà bien entamés par les précédentes offensives iraniennes. Après

la « guerre de douze jours », en juin 2025, les réserves de missiles Arrow, qui permettent aux Israéliens d'intercepter les missiles balistiques à très haute altitude étaient considérablement réduites, selon plusieurs sources militaires. Et aucune opération n'aurait pu être déclenchée avant l'arrivée de renforts américains, avec l'acheminement de systèmes de défense et de munitions, aussi bien pour protéger Israël que les pays du Golfe.

BRANDT :

Les derniers espoirs d'une reprise industrielle s'évanouissent

Le tribunal des activités économiques de Nanterre a retenu, vendredi 13 mars, l'offre du distributeur Cafom qui ne prévoit que la reprise des stocks, marques et brevets du fabricant français d'électroménager, selon le monde fr. Les usines françaises de fabrication des tables de cuisson, micro-ondes et autres fours du groupe Brandt ne redémarreront pas. « Du gâchis », selon Jorge Carranho, représentant des salariés pour le syndicat CFE-CGC, et ancien responsable

qualité de l'usine de Vendôme (Loir-et-Cher), pour qui « on perd un vrai savoir-faire industriel ». Vendredi 13 mars, le tribunal des activités économiques de Nanterre a retenu l'offre du groupe Cafom (Centrale d'achat française pour l'outre-mer), distributeur d'équipement de la maison dans les outre-mer. D'un montant de 18,6 millions d'euros, celle-ci était la mieux-disante financièrement. Ce franchisé d'enseignes comme But ou Darty va reprendre les marques (Brandt, De Dietrich,

Vedette et Sauter) et l'ensemble des brevets, noms de domaines et autres actifs incorporels, mais aussi les stocks et les pièces détachées. Les juges ont acté, vendredi, la fin des deux sites de production de Brandt, à Saint-Jean-de-la-Ruelle, près d'Orléans, et à Vendôme. Propriété depuis 2014 du conglomérat algérien Cevital, le groupe avait été mis en redressement judiciaire, le 1er octobre 2025, avant que le tribunal ne prononce sa liquidation le 11 décembre.



La Corée du Nord a tiré une dizaine de missiles balistiques en direction de la mer du Japon

Ces tirs interviennent alors que la Corée du Sud se livre depuis lundi avec les Etats-Unis à des exercices militaires annuels, selon le monde fr. La Corée du Nord a tiré, samedi 14 mars, une dizaine de missiles balistiques en direction de la mer du Japon, a déclaré l'état-major interarmées (JCS) de Corée du Sud, pays qui se livre depuis lundi avec Washington à des exercices militaires annuels. Les forces armées de Séoul ont détecté « environ dix missiles balistiques non identifiés lancés depuis la région de Sunan, en Corée du Nord, en direction de la mer de l'Est vers 13 h 20 » (5 h 20 à Paris), a déclaré le JCS dans un communiqué, faisant



référence au nom coréen de la mer du Japon. Pyongyang a récemment douché les espoirs de détente diplomatique avec Séoul, dont Washington est un allié essentiel en matière de sécurité, en décrivant ses derniers efforts de paix

comme une « maladroite farce trompeuse ». L'annonce des tirs est intervenue quelques heures après que le premier ministre sud-coréen, Kim Min-seok, a rapporté que Donald Trump estimait qu'une rencontre avec le dirigeant nord-

coréen, Kim Jong-un, serait « une bonne chose ». Possible sommet avec Kim Jong-un Washington mène depuis des décennies les efforts visant à démanteler le programme nucléaire nord-coréen, mais sommets, sanctions et pressions diplomatiques ont eu peu d'effet. Ces derniers mois, l'administration Trump a cherché à relancer les discussions avec Pyongyang, envisageant un possible sommet avec Kim Jong-un cette année, potentiellement lors de la visite du président des Etats-Unis, Donald Trump, à Pékin en avril. Kim Min-seok, qui a rencontré Donald Trump à Washington vendredi, a précisé que le président

américain lui avait dit : « Une rencontre [avec Kim Jong-un] serait une bonne chose. C'est vraiment bien de se rencontrer. Mais cela pourrait se produire lorsque nous irons en Chine cette fois-ci, ou peut-être pas, ou encore plus tard. » Lors d'un voyage en Asie en octobre 2025, Donald Trump avait assuré qu'il était « 100 % » ouvert à une rencontre avec Kim Jong-un. Après avoir ignoré pendant des mois ces signes d'ouverture, le dirigeant nord-coréen a déclaré, en février, que les deux pays pourraient « bien s'entendre » si Washington acceptait le statut de puissance nucléaire de Pyongyang.

EN : Amoura va-t-il enfin se réveiller ?



Transparent depuis le début de l'année 2026, Mohamed Amine Amoura va-t-il enfin se réveiller cet après-midi lors du périlleux déplacement à Hoffenheim (15H30) ? Pourquoi insisterons-nous sur la prestation du petit attaquant algérien plus spécialement avant ce match ? Tout simplement parce que pour justifier ses prestations en dents de scie depuis le début 2026, selon la presse locale, Amoura n'avait plus le moral pour jouer à cause de sa relation tendue avec son entraîneur Daniel Bauer. Or ce dernier a été limogé en début de semaine par la direction de VfL Wolfsburg et remplacé dans

la foulée par Dieter Hecking un ancien de la maison. A Wolfsburg, on garde le souvenir d'un Mohamed Amine Amoura flamboyant avant la venue sur le banc de Daniel Bauer, maintenant qu'il est parti, les Loups espèrent revoir l'attaquant algérien dans son meilleur niveau, à savoir celui qu'il affichait du temps de son prédécesseur Ralph Hasenhüttl qui a été démis de ses fonctions en automne. Comme Amoura est un garçon qui fonctionne au feeling, on devine que pour tirer le meilleur de l'ancien attaquant de FC Lugano, Dieter Hecking le nouvel entraîneur devrait lui

tenir des propos réconfortants avant la rude confrontation avec Hoffenheim, afin de booster son moral en prévision de cette rencontre importante. Se trouvant dans une position de relégable, Vf L Wolfsburg (17e en Bundesliga) à neuf journées de la fin de saison, n'a plus le droit à l'erreur, et doit vite réagir en championnat, pour ce faire, les Loups comptent sur l'onde de choc que pourrait provoquer le changement d'entraîneur, mais également sur le réveil de Mohamed Amine Amoura, lequel quand il est dans son jour, demeure un atout offensif majeur à Vf Wolfsburg.

Il pense d'abord à l'avenir de l'équipe
Pendant que son équipe enchaînait les mauvaises performances, l'avenir de Mohamed Amine Amoura à Vf L Wolfsburg faisait l'objet de spéculations en Allemagne, et d'après plusieurs sources d'informations, il n'attendrait que la fin de saison pour faire ses valises. Conscient que son apport suscite beaucoup d'attentes pour une équipe qui vit sa très mauvaise saison depuis son accession en 1997 en Bundesliga, Amoura ne pense plus maintenant à son avenir. En effet son objectif prioritaire est de contribuer au maintien de

l'équipe, en plus bien entendu de prendre une revanche sur le sort, car selon son proche entourage, il est très marqué par les mésaventures vécues récemment avec Daniel Bauer. L'ancien coach a été sans pitié avec lui, allant jusqu'à l'écarter de l'équipe dans un récent match en championnat, voire de le sortir à la mi-temps de la dernière sortie à Cologne, touché dans son orgueil, Amoura promet de se surpasser sur le terrain pour aider son successeur Dieter Hecking à relever le gros défi de sauver l'équipe de la descente. Cet après-midi, on aura les premières réponses, s'attend-on.

Ligue des Champions : La nouvelle réforme économique qui pourrait couler plusieurs clubs de Ligue des Champions



La réforme proposée par l'Union des clubs européens pourrait bouleverser l'économie du football européen. En redistribuant une partie des revenus de la Ligue des Champions vers les championnats nationaux et les compétitions secondaires, le projet menace directement les finances de plusieurs grands clubs habitués aux recettes de la scène européenne. S'il était légion de croire ces dernières années que les écuries les plus riches sont condamnées à devenir encore plus riches, et les plus modestes à activer un mode survie économique, tout ceci pourrait bientôt changer. La proposition portée par l'Union des clubs européens (UEC) pourrait profondément bouleverser l'économie du football continental et fragiliser plusieurs habitués de la Ligue des Champions. L'organisation estime que le système actuel accentue dangereusement les écarts financiers entre les équipes européennes. En effet, selon les derniers chiffres stipulés dans l'analyse de Calcio e Finanza, près de 74% des revenus générés par les trois compétitions européennes sont aujourd'hui attribués aux clubs engagés en Ligue des Champions, contre 17% pour la Ligue Europa et seulement 9% pour la Ligue Europa Conférence. Cette concentration des ressources permet à un cercle très restreint d'équipes de consolider leur domination sportive et économique saison après saison, au détriment de l'équilibre des championnats nationaux. Dans les grandes lignes, le projet défendu par l'organisation européenne repose sur un principe simple, mais

potentiellement explosif pour les grandes puissances du continent. Il prévoit notamment la suppression du mécanisme appelé «value pillar», qui distribue une part importante des revenus en fonction du poids des marchés télévisés et du classement historique des clubs. Dans ce nouveau modèle, 62,5% des recettes seraient attribuées à la simple participation aux compétitions européennes, tandis que 37,5% seraient liés aux résultats sportifs. La répartition globale entre les compétitions serait également profondément modifiée avec 50% pour la Ligue des Champions, 30% pour la Ligue Europa et 20% pour la Ligue Conférence. Sur une enveloppe estimée à plus de 3,5 milliards d'euros, cela réduirait considérablement les revenus de l'épreuve reine tout en renforçant nettement ceux des deux autres tournois. Une autre transformation majeure concerne la manière dont l'argent serait redistribué à l'intérieur des championnats nationaux. Dans le système imaginé par l'UEC, une grande partie des primes de participation ne serait plus versée directement aux clubs qualifiés pour les compétitions européennes. Les fonds passeraient d'abord par les ligues nationales qui auraient ensuite la responsabilité de les répartir entre toutes les équipes du championnat.

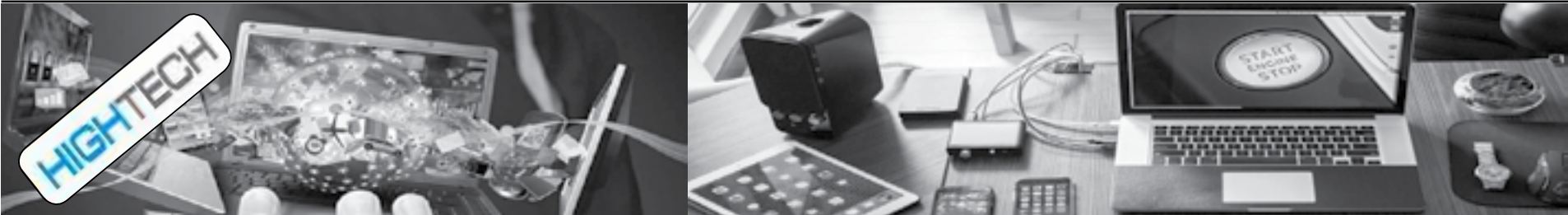
L'UEC défend sa position

En Italie par exemple, environ 202 millions d'euros issus de la participation aux compétitions européennes seraient redistribués collectivement avec 85% destinés aux clubs de Serie A et 15% aux équipes de Serie B. «Nous avons présenté notre proposition à l'UEFA, aux Ligues européennes, à la Commission

européenne, et même à Glenn Micallef (commissaire européen à l'équité intergénérationnelle, à la jeunesse, à la culture et au sport, ndlr) séparément de la Commission. Elle a donc été présentée à de nombreuses personnes. Cependant, il faut préciser que l'UEC ne dispose pas de sources de revenus propres. Ce n'est pas une organisation capable de générer de nouveaux revenus. La seule solution est de prélever des ressources à certains endroits et de les redistribuer ailleurs. Quand on regarde le système actuel, il est clair que près des trois quarts des recettes totales vont à la Ligue des champions, et une part importante de ces revenus est distribuée en fonction de la valeur et des performances. Cela signifie que les clubs d'élite sont les principaux bénéficiaires du système. Par conséquent, toute redistribution significative ne peut se faire qu'en prélevant des ressources sur ces mêmes clubs. Ça n'arrivera pas demain, je le sais. Mais si la pression continue de s'accroître dans les années à venir, peut-être que les choses changeront. Aujourd'hui, on a l'impression que les grands clubs prennent de plus en plus d'écart avec le reste du système. Si l'on pouvait ne serait-ce que ralentir ce processus, ce serait déjà un progrès. Même le maintien du statu quo encore un peu serait utile. Car sans résistance, le fossé ne fera que se creuser», a déclaré un porte-parole de l'UEC à Calcio e Finanza. L'objectif affiché de réduire les distorsions économiques qui permettent aux clubs régulièrement qualifiés en Europe d'accumuler des ressources très supérieures à celles de leurs concurrents domestiques a tout d'une réforme révolutionnaire.

A voir néanmoins comment réagiront les grosses têtes du football mondial à commencer par l'European Football Clubs (EFC), présidé par Nasser al-Khelaifi. «Ce sur quoi nous sommes tous d'accord, et l'avons toujours été, c'est que nous voulons que les politiques, les modèles et les idées émanant de l'UEC soient simples. Ils doivent pouvoir être expliqués rapidement. Ils ne doivent pas nécessiter d'explications interminables. Notre proposition est compréhensible. Et c'est précisément là le point crucial : trouver une solution simple à un problème complexe est extrêmement difficile. C'est aussi pourquoi cela a pris autant de temps. Cela consiste à intervenir sur les revenus télévisuels centralisés. Dans un contexte où de nombreuses équipes qualifiées pour la Ligue des champions, mais qui n'y réalisent pas de performances exceptionnelles, perdent déjà entre 75 % et 80 % de leurs revenus provenant de cette source, il est difficile d'en faire beaucoup plus. Beaucoup de personnes croient sincèrement que la direction actuelle du football européen avec des écarts toujours plus importants entre les ligues, voire au sein même des ligues est positive pour tous. Peu de gens le pensent, probablement seulement les plus grands clubs et la direction de l'ECA. Si nous pouvons ouvrir le débat, présenter une proposition et discuter de solutions radicales pour le cycle 2027-2031, alors peut-être que ceux qui prennent réellement les décisions, souvent sans rien communiquer à l'extérieur, se sentiront obligés d'agir davantage», poursuit-il. Pour poursuivre l'exemple italien, cette réforme aurait des conséquences spectaculaires

pour plusieurs géants du Calcio. L'Inter Milan serait le club le plus pénalisé avec une perte estimée à près de 68 millions d'euros de revenus européens. La Juventus subirait une baisse d'environ 47 millions tandis que l'Atalanta perdrait plus de 40 millions. À l'inverse certaines équipes profiteraient largement de ce nouveau modèle. La Fiorentina verrait ses recettes augmenter et les clubs de Serie A absents des compétitions européennes recevraient chacun plus de 8 millions d'euros contre moins d'un million aujourd'hui. «Depuis des années, j'ai le sentiment que de nombreux acteurs du football sont conscients du grave déséquilibre concurrentiel. Ils constatent la croissance des revenus de l'UEFA tandis que les recettes des droits télévisés nationaux diminuent, et ils voient cet écart se creuser. Pourtant, à ma connaissance, personne n'a jamais présenté de proposition réaliste, compréhensible et concrète pour remédier à ce problème. Selon moi, pour être un acteur crédible, pour vouloir réellement améliorer les choses plutôt que de simplement dire qu'elles devraient être améliorées, il faut présenter une proposition. Il faut démontrer qu'on a travaillé sur une solution concrète et expliquer son fonctionnement. C'est le premier point. Nous n'avons pas le droit de nous plaindre si nous ne proposons aucune alternative», a-t-il conclu dans les colonnes du média économique italien. Un tel rééquilibrage pourrait redessiner en profondeur la hiérarchie financière du football européen et relancer un débat explosif entre les grandes puissances du continent et le reste de l'écosystème.



Un bio-ordinateur composé de neurones humains vient d'apprendre à jouer à Doom

Après avoir appris à jouer à Pong, un bio-ordinateur composé de neurones humains relève un défi bien plus ambitieux. Le CL1 de Cortical Labs a appris à jouer à Doom, l'un des jeux vidéo les plus emblématiques de l'histoire.

En 2022, Cortical Labs a fait grand bruit en présentant DishBrain, leur prototype de bio-ordinateur qui fonctionne grâce à des neurones humains. À l'époque, il était capable de jouer à Pong, un des premiers jeux vidéo qui a l'avantage d'être extrêmement simple.

En 2025, la firme australienne a dévoilé CL1, la version commerciale de son bio-ordinateur. Il est disponible à l'achat ou via un abonnement cloud avec une API.

La question la plus souvent posée par les internautes était, sans grande surprise : est-ce qu'il peut jouer à Doom ? Depuis de nombreuses années, ce jeu vidéo, sorti en 1993, est la référence en hacking pour montrer qu'un appareil électronique peut faire tourner quasiment n'importe quoi. Certains ont ainsi réussi à le faire tourner sur un tracteur, ou même un test de grossesse. Le jeu a été affiché sur un écran composé de cellules, et l'IA GameNGen de Google a réussi à générer le jeu en temps réel.



Traduire le labyrinthe en impulsions électriques

Ce n'était donc qu'une question de temps avant que le CL1 ne s'attaque à Doom. Cette fois, le défi n'était pas de faire tourner le jeu, mais d'y jouer un peu comme le ferait un humain. Enfin, pas tout à fait. Cortical Labs s'est associé à Sean Cole, un chercheur indépendant, pour adapter le jeu afin que le CL1 puisse le comprendre, et apprendre à y jouer.

Le défi était de taille. À l'origine, il a fallu 18 mois pour apprendre au CL1 à jouer à Pong alors que le jeu était beaucoup plus simple. Doom est un jeu de tir à la première personne dans un labyrinthe rempli de monstres.

Il faut tuer les ennemis tout en navigant parmi les différentes salles et couloirs. Ce bio-ordinateur n'a pas la possibilité de percevoir les images du jeu. Il a donc été traduit sous forme de stimulations électriques, et les réponses des neurones converties en commandes pour se déplacer ou tirer.

200 000 neurones humains sur une puce

Sean Cole a réussi à apprendre au CL1 à jouer à Doom en moins d'une semaine. Il est capable de trouver des ennemis et de leur tirer dessus, mais il est encore loin de maîtriser le jeu. « Pour l'instant, les cellules jouent comme un débutant qui n'a jamais vu d'ordinateur »,

affirme Brett Kagan de Cortical Labs. Toutefois, il continue d'apprendre. Le plus étonnant est que pour jouer à Doom, le bio-ordinateur n'a nécessité qu'un quart des neurones utilisés pour la démonstration avec Pong. Pour Brett Kagan, le bio-ordinateur a appris bien plus vite que des algorithmes tournant sur des puces classiques au silicium. Chaque puce contient 200 000 neurones cultivés dans une solution et placés sur une « matrice multi-électrode ».

Cela permet de les stimuler avec des signaux électriques et de mesurer leurs réponses. Cette démonstration avec Doom montre que son interface de programmation, l'API, fonctionne correctement et permet bien des échanges avec les neurones en temps réel. La firme doit encore améliorer l'apprentissage, l'encodage, et les récompenses accordées aux neurones.

Cortical Labs invite la communauté de chercheurs et de développeurs à profiter de l'accès à l'API pour développer de nouvelles approches, de nouvelles méthodes pour encoder l'information ou pour interpréter les réponses des neurones, et créer de nouveaux algorithmes d'apprentissage.

Les scientifiques ont simulé une guerre nucléaire Les simulations révèlent un scénario bien plus grave qu'on ne l'imagine

Il y a quatre ans maintenant, l'offensive déclenchée par la Russie en Ukraine ravivait en nous une peur que tout le monde pensait, espérait pouvoir oublier. Celle d'une guerre nucléaire. Aujourd'hui, même si aucune menace explicite n'a été proférée, le risque nucléaire est à nouveau présent en toile de fond de cette guerre qui a éclaté il y a un peu plus d'une semaine au Moyen-Orient. Parce que c'est bien là l'objectif affiché par les États-Unis : empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire.

Selon les analystes, la méthode employée pourrait avoir des effets pervers. Ils évoquent « des survivants » du régime iranien qui voudraient, plus que jamais, se doter de la bombe ou encore

de risques de détournement ou de vol de matières

fissiles existantes qui déplaceraient la menace vers le terrorisme nucléaire. Le tout pendant que la Corée du Nord - elle aussi, ennemi public des États-Unis - intensifie son programme nucléaire.

Rappelons que dans le monde, il y aurait plus de 13 000 armes nucléaires prêtes à être lancées. Ou presque. Ce sont les chiffres de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Suède). Une force nucléaire contrôlée par seulement neuf États, parmi lesquels, la Russie. Et c'est ce qui avait beaucoup inquiété lorsque Vladimir Poutine a

décidé de l'invasion de l'Ukraine en février 2022. L'Iran, en revanche, ne dispose pas d'armes nucléaires fonctionnelles. C'est l'avis des experts. Mais, même si les mollahs s'en défendent, certaines des activités qu'ils mènent dans le pays continuent de semer le trouble.

En juillet 2022 et face à la menace qui grandissait, des chercheurs de l'université de l'État de Louisiane (États-Unis) avaient posé la question : quel serait l'impact d'une guerre nucléaire sur notre monde ? Ils avaient tenté d'y répondre grâce à des simulations informatiques.

Quel que soit le scénario, une chose semble acquise. L'explosion de bombes

nucléaires libérerait suffisamment de suie et de fumée dans la haute atmosphère

pour bloquer une large part des rayons du soleil. Même si la guerre nucléaire restait cantonnée à une région précise, ce qui se passe dans la haute atmosphère se propage à l'échelle de la planète. Résultat : durant le premier mois, une baisse des températures moyennes de l'ordre de 10 °C - plus que ce que notre Terre a connu lors de la dernière période glaciaire. Et des températures qui pourraient rester basses pendant plus de 25 ans. Une question d'inertie, notamment.

En Bref...

L'entreprise à l'origine de ChatGPT veut créer un grand coup avec sa future entrée en bourse. Mais cette opération gigantesque crée aussi un certain scepticisme, et pour plusieurs raisons.

OpenAI est la société qui a créé l'incroyable folie autour de l'intelligence artificielle dans laquelle l'on vit depuis plus de trois ans. La firme de Sam Altman a aussi, entretemps, montré un appétit féroce pour les méga-financements, dont une dernière levée de fonds à l'ampleur gigantesque. Sa prochaine entrée en bourse devrait aussi être un moment historique, vu le niveau de valorisation qui est attendu. Mais si le marché est clairement excité, il y a aussi pas mal de scepticisme autour de cette opération.

La capitalisation attendue d'OpenAI considérée comme trop élevée par des investisseurs OpenAI va-t-il marquer l'histoire avec son entrée en bourse ? Pour essayer de voir à quoi l'on peut s'attendre, The Information a interrogé 11 investisseurs en bourse pour connaître leur opinion sur l'opération. Et s'ils reconnaissent tous la place unique prise par OpenAI dans le monde de l'intelligence artificielle, ils ont aussi pointé du doigt un certain nombre d'éléments problématiques.

Le premier tient au rapport entre la capitalisation d'OpenAI et ses revenus, un indicateur toujours très observé. Or la société cherche à atteindre une valorisation de 850 milliards de dollars avec son entrée en bourse. Si l'on part du principe qu'OpenAI générera cette année 30 milliards de dollars de revenus, on obtient un multiple très élevé de 28.



Bendouda partage un «Méga-f'tour» avec les étudiants de cinq établissements culturels de formation supérieure

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a rompu le jeun, mardi soir à Alger, 20e jour du mois sacré du Ramadhan, avec les étudiants et leurs encadrements pédagogiques et administratifs respectifs de cinq Ecoles et Instituts supérieurs culturels et artistiques.

Lors de ce «Méga-f'tour» organisé au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, Mme Bendouda a beaucoup échangé avec les élèves et étudiants des Instituts nationaux supérieurs: des métiers des arts du spectacle (ISMAS), de Musique «Mohamed-Faouzi» (INSM) et du Cinéma «Mohamed-Lakhdar-Hamina» de Koléa (INSC), relayés par ceux des Ecoles nationales supérieures des : Beaux Arts d'Alger et de Conservation et de Restauration des Biens culturels (ENCRBC) de Tipasa.

«Je n'ai fait que généraliser cette initiative louable qui, en réalité, vient d'un groupe d'étudiants qui ont souhaité partager le F'tour dans ce mois sacré du Ramadhan avec

moi», a expliqué la ministre de la Culture et des Arts, avant d'ajouter que ce fut «un moment interactif de haute qualité et de grande convivialité autour de leurs ambitions et leurs rêves légitimes, qu'il nous incombe d'accompagner le plus loin possible».

L'essentiel des échanges avec la ministre de la Culture et des Arts a été autour de la nécessité d'améliorer le niveau de formation dans le domaine artistique, de documenter la musique algérienne et lui donner un socle académique ainsi que de développer la recherche scientifique dans le domaine des arts», ont unanimement déclaré les responsables de ces établissements de formations supérieures.

L'importance de l'introduction des dernières technologies, avec notamment, la Numérisation et l'Intelligence artificielle dans l'enseignement des disciplines artistiques, ainsi que la nécessité de création de structures d'accompagnement, publiques ou privées qui aideraient les créateurs de jeunes entreprises



innovantes dans le domaine des arts à se lancer», ont également été, selon les responsables de ces établissements, aux centres des échanges avec Mme Bendouda.

Grand moment de convivialité, ce F'tour avec les élèves et les étudiants des grandes Ecoles et Instituts culturels supérieurs, ainsi que leurs encadrements pédagogiques et

administratifs a été agrémenté d'un accompagnement musical de haute qualité, assuré par les 18 instrumentistes, dont six femmes de l'Orchestre de l'INSM dirigé par le maestro Soheib Stambouli.

Fusionnant les instruments traditionnels à ceux de la musique symphonique universelle, l'Ensemble de

l'INSM a rendu dans un véritable dialogue des cultures, entre autres pièces, «Ya Rayeh», «Djazaïr Djawhara», «Lamma bada yatathenna», ainsi que quelques pièces aux gammes pentatoniques dans le genre targui et d'autres tirées de la musique classique universelle.

Djamaâ El Djazair

Le Musée de la civilisation islamique met en lumière la richesse des arts islamiques en Algérie



Le Musée de la civilisation islamique en Algérie accueille des expositions à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, mettant en lumière la richesse et la diversité des arts islamiques à travers la céramique, la miniature, la calligraphie arabe et la photographie d'art.

Ouvertes au public jusqu'au 13 mars, ces expositions présentent des œuvres de célèbres céramistes, calligraphes et miniaturistes algériens, anciens

et contemporains, qui ont marqué, chacun dans son art, l'histoire de la civilisation islamique en Algérie.

A travers ces expositions, un éventail d'œuvres d'art, revisitant différentes périodes de la civilisation islamique, depuis l'avènement de l'Islam en Afrique du Nord jusqu'à nos jours, sont proposées au public.

Ainsi, le musée présente une collection de travaux de calligraphes algériens à l'image de leur doyen,



Mohamed Bensaïd Cherifi, célèbre notamment pour avoir transcrit le Saint Coran plusieurs fois dans différents styles calligraphiques et conçu les motifs calligraphiques de la monnaie algérienne (billets et pièces), ainsi que Nourredine Kour dont les œuvres mêlent calligraphie arabe traditionnelle et art contemporain.

La céramique et la miniature sont également présentes, à travers des œuvres d'artistes à

l'image de Mustapha Adajout, Mohamed Temmam et Mohamed Boumehti.

Par ailleurs, le musée a consacré un espace d'exposition à la photographie d'art en mettant en avant une collection de photographies réalisées par Samir Djama, en plus de manuscrits anciens et outils dans la calligraphie.

Le directeur du musée, Khaled Saber Cherifi, a précisé dans une déclaration à l'APS, que

l'objectif de ces expositions temporaires «visent à retracer les étapes historiques de la civilisation islamique en Algérie à travers des collections d'art acquises ou empruntées».

«Le musée couvre, à travers des collections, quinze siècles d'histoire, retraçant l'évolution des arts depuis l'avènement de l'Islam en Afrique du Nord», a-t-il noté, relevant que «la collection permanente du musée sera continuellement enrichie d'objets d'art précieux et de manuscrits millénaires».

L'exposition se poursuit jusqu'au 13 mars, selon le directeur du musée, précisant que d'autres activités et expositions temporaires, dédiées au thème de la «photographie et l'histoire», seront programmées prochainement.



Le tambour parleur , volé par la France en 1916, est de retour à Abidjan en Côte d'Ivoire

Il doit être exposé au musée des civilisations de Côte d'Ivoire, situé dans la capitale économique qui a été rénové pour l'occasion.

Le tambour parleur Djidji Ayôkwé, objet sacré de la communauté ébrié en Côte d'Ivoire qui avait été confisqué par la France pendant la colonisation en 1916, a fait vendredi son retour à Abidjan, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le tambour a été officiellement restitué par Paris le 20 février, après le vote d'une loi spécifique le concernant et qui s'inscrit dans un processus de restitution d'objets à des pays africains, initié en 2017. Ce processus a déjà permis le retour de trésors d'Abomey au Bénin ou d'un important sabre au Sénégal. «C'est un jour historique et je ressens une profonde émotion», a déclaré vendredi la ministre ivoirienne de la Culture, Françoise Remarck, accueillant le tambour à l'aéroport d'Abidjan. Arrivé à bord d'un avion

spécialement affrété, l'objet de plus de trois mètres de long et de 430 kg, en bois d'iroko, n'a pas été sorti de son immense caisse en bois estampillée «fragile». Celle-ci a été déposée devant le parvis du pavillon présidentiel de l'aéroport, sous les cris, tamtams et chants de la communauté ébrié. «Nous vivons un moment de justice et de mémoire qui marque enfin le retour du Djidji Ayôkwé sur sa terre d'origine», a ajouté Mme Remarck. «Nous sommes heureux et soulagés de savoir que cette pièce sacrée de notre culture est de retour sur sa terre» a confirmé à l'AFP Aboussou Guy Georges Mobio, chef du village ébrié d'Adjamé-Bingerville. «L'émotion est très grande», abonde Louis-Jacques Godon, responsable du protocole de la fratrie Bidjan, un groupe de l'ethnie ébrié. Il sera exposé au musée des civilisations de Côte d'Ivoire La ministre de la Culture a précisé que le tambour serait dans un premier temps conduit



dans un «espace sécurisé» pour son «acclimatation», avant une présentation officielle de l'objet à une date qui reste à définir. Il doit ensuite être exposé au musée des civilisations de Côte d'Ivoire, situé dans la capitale économique et qui a été rénové pour l'occasion. Pièce centrale de l'art de l'ethnie

ébrié, le tambour parleur servait notamment à prévenir des dangers, mobiliser pour la guerre ou convoquer les villages à des cérémonies. Il avait été saisi en 1916 par les autorités coloniales auprès de l'ethnie ébrié, avant d'être envoyé en France en 1929, exposé au musée du Trocadéro puis à celui du quai Branly. Ce tambour parleur est le premier

objet d'une liste de 148 oeuvres dont la Côte d'Ivoire demande la restitution à la France et à d'autres pays. Et face aux demandes qui affluent, le Sénat a adopté le 29 janvier une loi-cadre pour faciliter la sortie de biens coloniaux des collections françaises. Elle devrait prochainement être examinée par l'Assemblée nationale.

FIFDH

«Belleville nous verra toujours danser» met en lumière Souleymane Fofana

Avec pour thème résistance et révolte, le pouvoir des images, le Festival International du Film et Forum des Droits de l'Homme 2026 ne pouvait pas passer à côté du documentaire « Belleville nous verra toujours danser ».

Réalisé par Hugo Sobelman, il met en lumière la lutte pacifique d'une bande de jeunes afrodescendants vivant dans le quartier parisien de Belleville. Parmi les protagonistes réuni autour de l'humour, de la musique et de la danse, se distingue le photographe Souleymane Fofana alias Commeas, dont l'exposition Les 11 accompagne les projections du film en compétition. C'est lorsqu'il cherchait un mentor pour développer son métier de photographe que Souleymane Fofana fait la rencontre d'Hugo Sobelman. Des liens d'amitié se tissent entre les deux hommes qui construisent leur culture cinématographique. Ils passent ensemble beaucoup de temps à La Perm', un espace culturel d'échanges du quartier de



Belleville. Alors qu'Hugo Sobelman à la recherche d'une idée de films à réaliser en

région parisienne, Souleymane lui soumet l'idée de filmer ce qu'il a sous les yeux, les temps de partage passés à La Perm'. Au cours du film, nous suivons cette bande d'amis et l'organisation du festival «Belleville en vrai». « C'est une maison de quartier dans laquelle les jeunes du quartier, les moins jeunes et les bénévoles se réunissent pour mettre en place différents projets, qu'ils soient humanitaires, ou cinématographiques. Dans le film, on raconte une bande potes qui apprennent à grandir ensemble dans une société face à des inégalités et à une certaine violence, la violence du monde, celle qui est là quand on sort de notre quartier et que l'on perd nos repères. C'est un peu ce qui explique le film, il montre comment nous arrivons à affronter tout cela avec nos armes. [...] Il n'y a pas que du négatif dans tout cela, il y a énormément de positif, parce qu'on voit des jeunes qui-, avec leurs moyens, essaient de s'en sortir et certains s'en sortent très, voire tout le monde en réalité.», a indiqué Souleymane Fofana.

Souleymane Fofana expose ses œuvres au Festival international du film et forum des droits de l'homme pour la troisième fois à Genève. Il souhaite avant tout partager son travail et donner de l'inspiration. «Au tout départ la photo moi je le fais parce que j'ai une famille nombreuse, quand j'étais plus petit j'aimais regarder les albums photos à la maison et un jour ma grande sœur m'a donné son appareil photo et j'ai commencé à photographier mes nièces et neveux jusqu'à ce que ça devienne sérieux et qu'on reconnaisse ma pâte. À la suite de cela, on m'a contacté pour des projets et cela m'a permis de développer tout cela et d'en faire aujourd'hui mon métier », a expliqué Souleymane Fofana.



Allaitement : peut-on manger épicé sans risque pour bébé ?

Piment, curry, cannelle... Les épices sont-elles compatibles avec l'allaitement ? Faut-il se priver ou continuer à savourer ses plats préférés ? Réponse de Sylvie Barreiro, diététicienne-nutritionniste.

Piment, curry, cannelle... Ces saveurs passent-elles dans le lait ? Risquent-elles de déranger bébé ? Autant de questions qui préoccupent les jeunes mamans, surtout lorsqu'elles aiment relever leurs plats. Alors, faut-il éviter les épices pendant l'allaitement ? Réponse de Sylvie Barreiro, diététicienne-nutritionniste périnatale et pédiatrique.



Allaitement : est-ce que les épices passent dans le lait maternel ?

Le lait maternel n'a pas toujours le même goût : dans une certaine mesure, il reflète ce que la maman mange. « Toutes les saveurs des aliments passent dans le lait, y compris celles des épices. Et c'est plutôt une richesse : bébé découvre ainsi une variété de goûts, ce qui prépare son palais à la diversification alimentaire », explique Sylvie Barreiro. Et d'ajouter : « Si la maman avait l'habitude de consommer des plats épicés pendant sa grossesse, le bébé y a déjà été exposé via le liquide amniotique. Son système gustatif est donc déjà familiarisé à ces saveurs, ce qui peut faciliter l'acceptation de certains goûts plus tard. ».

Les bénéfices insoupçonnés des épices pour la maman allaitante

Les épices ne sont pas seulement une affaire de goût : elles ont aussi des vertus pour la santé de la maman.

- Certaines,

comme la cannelle ou le curcuma, sont riches en antioxydants et favorisent une bonne digestion.

- Le curcuma et le gingembre se distinguent aussi par leurs propriétés anti-inflammatoires naturelles.
- Le fenouil et le cumin sont parfois utilisés pour soutenir la lactation et réduire les ballonnements. Par ailleurs, une alimentation savoureuse et épicée contribue au bien-être et à la détente de la maman. Or, une maman moins stressée, plus détendue, allaite aussi dans de meilleures conditions.

Les épices sont-elles dangereuses pour la santé des bébés allaités ?

« La plupart des bébés tolèrent très bien le lait maternel, même si la maman consomme des plats épicés », rassure Sylvie Barreiro. En pratique, les saveurs des épices passent bien dans le lait, mais en quantité infime, insuffisante pour être toxiques ou dangereuses pour le nourrisson. Le seul cas où il faut être attentif, c'est si bébé manifeste une gêne digestive : coliques fréquentes, agitation après la tétée ou refus du sein. « Ces signes doivent

être investigués, car ils ne sont pas forcément liés aux épices. Ils peuvent aussi être liés à une intolérance aux protéines de lait de vache, à des reflux gastriques, ou simplement à l'immaturité digestive naturelle, qui se stabilise généralement au fil des semaines », prévient la diététicienne. Allergies aux épices : faut-il s'inquiéter ? Peut-on transmettre une allergie au bébé via le lait maternel ? « Chez un nouveau-né, il est très difficile de diagnostiquer une allergie », répond Sylvie Barreiro. Les réactions allergiques aux épices existent, mais elles sont extrêmement rares et nécessitent des tests spécifiques réalisés par un allergologue pédiatrique. Dans les premières semaines de vie, il est donc trop tôt pour conclure à une allergie. La meilleure approche consiste à observer attentivement le bébé : réactions cutanées inhabituelles, agitation ou troubles digestifs après certaines tétées peuvent alerter. Et en cas de doute, consultez un professionnel de santé pour évaluer la situation et, si nécessaire, effectuer des tests adaptés. Quand consulter ? Dans la grande majorité des cas, il n'y a pas

lieu de s'alarmer. Mais mieux vaut consulter un professionnel de santé si :

- Votre bébé présente des coliques très intenses et régulières,
- Ou si des symptômes inhabituels surviennent systématiquement après certains repas.

Dans l'ensemble, les épices consommées avec modération par la maman ne présentent pas de danger pour le bébé allaité et contribuent même à diversifier ses expériences gustatives, sans risque pour sa santé. Sylvie Barreiro diététicienne nutritionniste

Quelles épices faut-il éviter ou privilégier pendant l'allaitement ? Bonne nouvelle : il n'existe pas de liste officielle d'épices « interdites » pendant l'allaitement. « Aucune épice n'a besoin d'être évitée plus qu'une autre, c'est surtout une question de goût et de tolérance individuelle », précise Sylvie Barreiro. Cannelle, curry, curcuma, cumin, gingembre, piment...

- Les épices douces (cannelle, curcuma, cumin doux, gingembre, etc.) passent très bien dans le lait et sont généralement bien tolérées par la

majorité des bébés.

- Les épices plus fortes (piment, poivre en excès, curry relevé, etc.) peuvent modifier davantage le goût du lait et surprendre le bébé. Mais ce n'est pas une règle universelle : beaucoup de nourrissons n'y réagissent pas du tout !

Nos conseils pratiques pour manger épicé en toute sérénité pendant l'allaitement

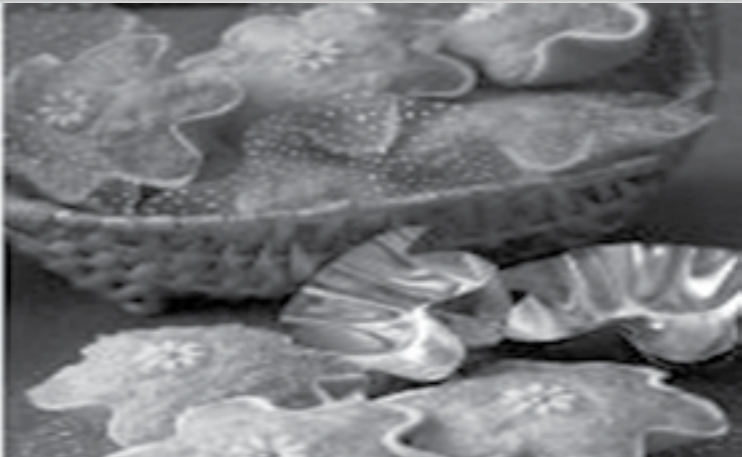
- Continuez à manger comme vous en avez l'habitude, sans culpabilité.
- Variez les saveurs pour habituer doucement votre bébé à une grande palette gustative.
- Introduisez progressivement les plats plus relevés si vous craignez une réaction chez votre bébé.
- Observez le comportement de votre bébé dans les heures qui suivent un repas épicé : est-il calme, agité, a-t-il des coliques inhabituelles ? S'il reste serein et tête normalement, il n'y a généralement pas de raison de s'inquiéter.

« Ne vous privez pas inutilement : l'essentiel est de conserver une alimentation équilibrée et plaisante qui vous fait du bien », insiste Sylvie Barreiro. En résumé, manger épicé pendant l'allaitement n'est pas dangereux pour le bébé. Bien au contraire, cela enrichit son expérience gustative et peut même faciliter plus tard la diversification alimentaire. Le seul mot d'ordre : rester à l'écoute de votre enfant et adaptez-vous à ses réactions.



Knidlettes

Ingrédients :
Pour la pâte
300 g de farine
50 g de beurre ou de smen (à l'époque ils utilisaient même de l'huile d'arachide à la place du beurre)
2 petites cuillères à soupe de sucre en poudre
Une pincée de sel
De l'eau
Pour la farce
350 g d'amandes
200 g de sucre (vous pouvez en mettre un peu plus si vous le souhaitez, c'est une question de goût)
8 à 10 bancs d'œufs selon leur grosseur
1 zeste de citron non traité et finement râpé
Pour la décoration
Des perles multi-couleurs ou argentées
Instructions :
Pour La Pâte
Mélangez tous les ingrédient et ajoutez l'eau, au fur et à mesure, jusqu'à l'obtention d'une pâte homogène et souple.
Étendez-la au rouleau à pâtisserie sur une table farinée (sinon vous pouvez le faire à la machine à pâte), vous devez étaler la pâte finement.
Découpez des ronds de pâte avec



un emporte-pièces ou avec un bol.
Ces ronds devront tapisser les petits moules en aluminium spécials knidlettes.
Préparez les amandes et la farce
1/Trempez les amandes dans de l'eau bouillante pendant quelques minutes.
Une fois que la peau commence à se détacher, retirez et faites égoutter les amandes.
Émondez les amandes.
L'idéal est de les faire sécher au soleil pour les griller légèrement, par la suite, au four.
Si c'est pas possible , faites-les.
Mixez les amandes au robot et réservez.
2/Battez les blancs d'œufs en neige ferme.

Mélangez délicatement les amandes, le sucre, le zeste de citron et les blancs d'œufs, sans casser ces. derniers, en remuant la préparation de bas en haut avec une spatules en bois.
Préparation des knidlettes et décoration
Tapissez les moules avec les ronds de pâte.
Remplissez-les avec une cuillère à soupe de farce.
Décorez-les si vous souhaitez de perles multicolores ou argentées.
Enfournez dans un four chauffé à 160°C, jusqu'à ce que les pâtisseries soient légèrement dorées (20 à 30 minutes).
Démoulez quand elles sont froides.

sablés couronnés à la crème d'amandes

Ingrédients :
Pour la pâte
250 g de farine
90 g de sucre en poudre
1/2 cuillère à soupe d'arôme vanille
150 g de beurre
1 œufs
Une pincée de sel
Pour la crème d'amande
200 g de poudre d'amande
100 g de sucre en poudre
3 blancs d'œufs battus en neige
1/2 cuillère à soupe d'arôme vanille
Pour la déco
Confiture d'abricot
Chocolat fondu
Instructions :
Première Étape
Dans un saladier, mélangez la farine, le sucre, le sel, l'arôme vanille, et le beurre jusqu'à obtenir une consistance sableuse.
Ajoutez l'œuf, ramassez la pâte puis formez une boule.
l'enveloppez d'un film alimentaire et laissez reposer au frais pendant 30 minutes.
Pendant ce temps préparez la pâte d'amande en mélangeant tous les ingrédients amandes, sucre,



l'arôme de vanille et incorporez les blanc d'oeufs délicatement à l'aide d'une Maryse
, couvrir et laissez reposer au frais pendant 30 minutes.
Sur un plan de travail enfariné, abaissez la pâte sur une épaisseur de 2 mm et à l'aide d'un emporte-pièce découpez des cercles d'un diamètre supérieur légèrement au moule que vous allez utiliser pour votre cuire votre creme d'amande
Disposez les sablés sur une plaque recouverte de papier sulfurisé.

Versez la pâte d'amande dans un moule empreinte silicone à l'aide d'une poche à douille
Enfournez dans un four préchauffé à 180° et laissez cuire pendant 15 à 20 minutes.
démoulez et laissez refroidir
placez chaque pièce sur un sablé en les collant avec de la confiture ou tu chocolat
versez de la confiture au contre de chaque gateau
garnir le pourtour avec des amandes hachées

Mchewek



Ingrédients :
2 gros œufs + 2 blancs
500 g d'amandes en poudre
200 g de sucre glace
1 c à c de vanille liquide
2 c à c de levure chimique
Pour la décoration
300 d'amandes effilées ou d'amandes grossièrement moulues
Quelques amandes ou noisettes ou cerises confites (selon votre goût)
Instructions :
Préchauffez le four à 180°C (th 6).
Dans un saladier, mélangez les amandes en poudre, le sucre glace, la vanille et la levure.
Ajouter un à un les œufs entiers.

Vous devez obtenir un pâte ferme et non collante (si elle est trop liquide, vous pouvez ajouter des amandes en poudre pour la rendre plus ferme).
Formez des petites boules de 3 cm de diamètre.
Plongez-les dans les blancs d'œufs battus.
Puis, roulez-les dans les amandes effilées ou les amandes grossièrement concassées.
Mettre sur un plaque de cuisson recouverte de papier sulfurisé.
Enfournez pour 12 minutes de cuisson.

Amaretti moelleux



Ingrédients :
200 g de poudre d'amandes
180 g de sucre semoule + un peu
2 blanc d'oeufs (60-70 g) (dans l'idéal vieux de 1-2 jours)
2 c à c d'arome d'amande amère
Le zeste d'un citron jaune non traité
Amandes entières, eau de fleurs d'oranger
Instructions :
Première Étape
Mélanger la poudre d'amandes avec le sucre et le zeste du citron.
Puis, ajouter l'arôme d'amandes amères et 1 c à s d'eau de fleurs d'oranger.
Monter en neige les blancs d'œufs puis incorporez-les délicatement au précédent mélange .
On obtient une pâte granuleuse mais légère.
Laisser reposer au réfrigérateur, couvert de papier film, pendant

2-3 heures.
Préchauffer le four à 150°C.
Humidifier les mains avec de l'eau de fleurs d'oranger diluée dans un peu d'eau.
Former des boulettes, les passer dans du sucre semoule
Les poser sur une plaque recouverte de papier cuisson, tout en les espaçant les unes des autres.
Placer au centre une amande entière en aplatissant légèrement les boulettes.
Cuire pendant 10-15 minutes environ (moi j'ai cuit entre 15 et 20 minutes)
Les biscuits doivent sécher, former des craquelures mais ne pas être colorés.
Ils doivent rester encore moelleux à cœur.

La femme au cœur de la transformation saoudienne selon Doha Brahim

Délicatesse et chaleur humaine étaient au rendez-vous lors de l’iftar organisé par l’épouse de l’ambassadeur saoudien à Paris, Fatima Al Ruyaily, qui a réuni plusieurs dizaines de personnalités féminines connues de la place parisienne.

Décorés sobrement, mais avec beaucoup d’élégance, les salons de la résidence de l’Arabie saoudite ont été, l’espace d’une soirée, un lieu de retrouvailles et de convivialité.

Après une brève allocution de bienvenue, Al Ruwaily a donné la parole à la docteure Doha Brahim, spécialiste en administration des affaires et membre de la Commission des droits de l’homme en Arabie saoudite depuis 2020.

De passage à Paris pour quelques heures seulement, la docteure Brahim a livré un témoignage éclairant sur l’évolution de la place des femmes dans le Royaume.

Vision 2030 et promotion du rôle des femmes

Arrivée le matin même de Riyad, elle devait repartir dès le lendemain, mais son intervention a permis de mesurer l’ampleur des transformations engagées ces dernières années.

Au cœur de son propos : la Vision 2030, vaste programme de réformes lancé par le Royaume pour diversifier son économie et transformer en profondeur la société saoudienne.

« Nous vivons un moment historique dans l’histoire de notre pays », a-t-elle déclaré, ajoutant



tant que cette vision stratégique constitue bien plus qu’un projet économique : elle dessine une transformation globale fondée sur l’innovation, le progrès social et l’ouverture culturelle.

Portée par le roi Salman ben Abdelaziz et mise en œuvre par le prince héritier Mohammed ben Salmane, la Vision 2030 place le développement humain au cœur de ses priorités. « Les citoyens sont à la fois le moteur, le sujet et les bénéficiaires de cette vision », a insisté Doha Brahim.

Dans ce cadre, la promotion des femmes occupe une place centrale. Loin d’être perçue comme un simple symbole ou un privilège, l’autonomisation féminine est présentée comme un droit fondamental et un levier indispensable du développement.

« Un développement global ne peut être atteint que par la participation de tous », a-t-elle affirmé, soulignant que les réformes engagées dépassent le cadre économique pour s’inscrire dans une véritable transformation culturelle et sociale.

Cette évolution s’inscrit également

dans les engagements internationaux du Royaume, notamment dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations unies, parmi lesquels figure l’égalité entre les sexes.

Au cours des dernières années, l’Arabie saoudite a multiplié les initiatives destinées à mesurer et encourager la participation des femmes dans la société, parmi lesquelles la création d’outils statistiques et d’institutions dédiées, comme l’Observatoire national des femmes, chargé de suivre leur participation dans les différents secteurs de la vie publique et économique.

Ces efforts commencent à produire des résultats tangibles, souligne Brahim. La participation des femmes au marché du travail a connu une progression spectaculaire, passant d’environ 17 % à plus de 36 %, dépassant même les objectifs initialement fixés dans le cadre de la Vision 2030. Aujourd’hui, les femmes saoudiennes occupent des postes dans des domaines autrefois largement masculins. Elles participent à la vie politique à travers

leur présence dans les instances consultatives, exercent des responsabilités diplomatiques et contribuent activement au développement économique.

La femme saoudienne est également présente dans les secteurs d’avenir, notamment la technologie, l’innovation et l’entrepreneuriat, et cette présence ne cesse de croître.

De nombreuses femmes créent désormais leurs propres entreprises, contribuant à dynamiser l’économie nationale et à renforcer le tissu entrepreneurial du pays.

L’éducation constitue l’un des moteurs les plus puissants de cette transformation, puisque les femmes représentent aujourd’hui plus de la moitié des étudiants dans les universités du Royaume, notamment dans les disciplines scientifiques.

Certaines participent désormais à des projets scientifiques internationaux majeurs, affirme Brahim, qui signale au passage la participation d’une astronaute saoudienne à une mission vers la Station spatiale internationale.

La transformation touche également des domaines inattendus : les femmes s’illustrent dans les arts, la littérature et la culture, devenant des ambassadrices de l’identité saoudienne sur la scène internationale.

Mais c’est peut-être dans les secteurs de la sécurité et de la justice que le changement apparaît le plus marquant, car les femmes sont désormais présentes dans les forces armées, la garde nationale ou encore l’armée de l’air.

Parallèlement, le système judiciaire s’est ouvert à leur participation, avec un nombre croissant d’avocates et de juristes. Sur la scène diplomatique, plusieurs femmes ont été nommées ambassadrices, représentant le Royaume dans des capitales importantes et au sein d’organisations internationales, y compris auprès de l’Union européenne.

Le sport féminin constitue un autre symbole de cette évolution rapide. En quelques années seulement, l’Arabie saoudite est passée d’une absence quasi totale de pratique sportive féminine à la création de ligues professionnelles et à la participation de sportives saoudiennes à des compétitions internationales.

Pour Doha Brahim, ces évolutions traduisent une transformation profonde de la société saoudienne. « Le parcours d’autonomisation des femmes n’est pas un projet temporaire », a-t-elle souligné. Il s’inscrit dans une dynamique de long terme visant à construire une société plus inclusive et durable.

« Nous ne construisons pas seulement une économie », a-t-elle conclu, « nous construisons aussi une société fondée sur la justice, le partenariat et l’égalité des opportunités ».

L’iftar, qui s’est prolongé par un échange entre les convives sur le potentiel des femmes et le rôle central qui leur revient dans le développement social, a constitué une parenthèse de détente et d’espoir au milieu des turbulences que traverse le monde.

La fusée de Tintin décolle en briques Lego

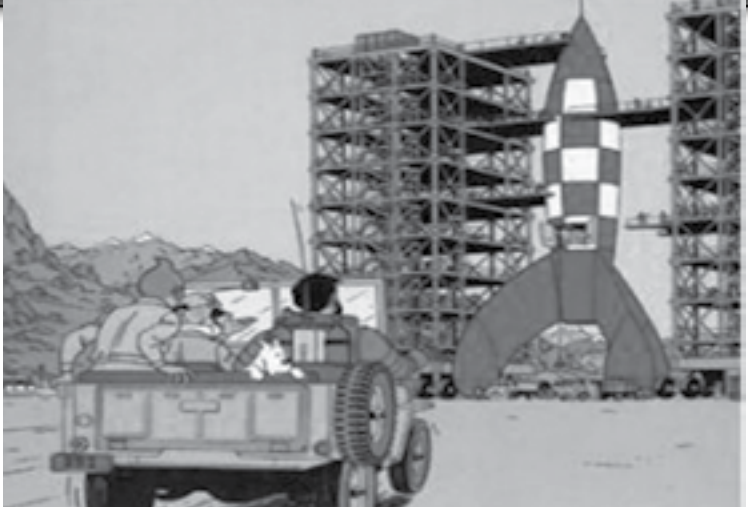


Le nouveau modèle, inspiré des albums culte d’Hergé publiés en 1950 et 1953, a été imaginé par un fan portugais. Le set de construction sera en vente dès le 1er avril.

« Mille sabords ! » : les amateurs de bande dessinée ou de Lego vont avoir de quoi se réjouir. La firme de la brique de construction a annoncé, le 12

mars, le lancement d’un nouveau set de sa gamme «Lego Ideas» en hommage à la mythique fusée de Tintin. Un modèle de collection directement inspiré des albums culte Objectif Lune et On a marché sur la Lune d’Hergé, publiés en 1950 et 1953.

Avec ses 1 283 pièces et ses 49 cm de hauteur, la fusée, reconnaissable à son damier rouge et blanc, est reproduite avec une fi-



délité remarquable. Le set inclut également six minifigurines : Tintin, le capitaine Haddock, le professeur Tournesol, les Dupondts et bien sûr Milou, tous équipés de leur combinaison spatiale. Un panneau amovible au sommet de la fusée dévoile même une salle de contrôle cachée.

Un fan à l’origine

Ce nouveau jouet pour adultes a toutefois failli ne jamais voir le jour. Selon le site officiel de Lego et de Tintin, l’histoire de

ce set commence au Portugal, dans l’atelier d’Alexis Dos Santos, contributeur de la plateforme «Lego Ideas», qui propose des constructions uniques et originales imaginées par les passionnés eux-mêmes. Une passion particulièrement importante : il possède un atelier entièrement dédié aux briques.

L’idée de la fusée est née de façon inattendue : c’est pour aider une collègue de travail qui cherchait des instructions pour

construire une fusée de Tintin qu’il s’est lancé dans le projet. Il a alors commencé par collecter toutes les références visuelles disponibles dans les albums, avant de modéliser l’ensemble sur logiciel, en vérifiant les proportions et la faisabilité des assemblages. «Je voulais capturer l’esprit de la fusée emblématique de Tintin d’une manière qui célèbre à la fois son élégance d’ingénierie et sa place dans la culture pop. Reproduire sa courbure et connecter les trois étages a stimulé ma créativité», raconte-t-il sur le site officiel de Tintin. Son idée, alors intitulée Tintin – Space Rocket a été validée définitivement par Lego, après avoir franchi le cap des 10 000 votes sur la plateforme. Disponible en précommande depuis le 12 mars 2026, la fusée sera en vente pour tous à partir du 1er avril 2026. Reste son prix, qui pourrait, faire voir les étoiles à certains : 159,99 euros.

Annaba / Santé : Journée de sensibilisation et de dépistage du glaucome

S.F

Dans le cadre de la célébration de la Semaine mondiale du glaucome, une journée de sensibilisation et de dépistage précoce a été organisée à Annaba à l'initiative du service d'ophtalmologie du Centre Hospitalier Universitaire d'Annaba.

L'événement s'est déroulé sous l'égide de la direction générale du CHU et sous la supervision scientifique de la professeure Fawzia Boulaneb, cheffe du service d'ophtalmologie.

Cette initiative a été menée en collaboration avec le club Averroès et l'Association Algérienne du Glaucome.

La manifestation s'est tenue au niveau de la polyclinique de Sidi Achour, où des consultations spécialisées et des examens médicaux ont été proposés aux citoyens dans le but de détecter précocement le glaucome, une pathologie oculaire souvent qualifiée de « maladie silencieuse » en raison de son évolution progressive et de ses effets irréversibles sur la vision lorsqu'elle n'est pas diagnostiquée à temps.

Au-delà du dépistage, cette journée a également permis de sensibiliser le grand public aux facteurs de risque et à l'importance du suivi ophtalmologique régulier, notamment pour les personnes les plus exposées.

Selon les organisateurs, cette initiative vise à rapprocher les services de santé du citoyen et à renforcer la collaboration entre les différents acteurs du secteur sanitaire, dans une perspective d'amélioration de la prévention et de la prise en charge des maladies oculaires au sein de la population.



Annaba accueillera le 5^e Séminaire international de toxicologie en octobre 2026

S.F

La ville d'Annaba abritera, du 26 au 28 octobre 2026, le 5^e Séminaire international de toxicologie, placé cette année sous le thème : «Pratiques traditionnelles : risques et impact sanitaire».

Cette rencontre scientifique est organisée conjointement par le service de toxicologie du Centre Hospitalier Universitaire d'Annaba et le Laboratoire de recherche Santé & Environnement de la Faculté de médecine de l'Université Badji Mokhtar Annaba.

Le séminaire réunira des chercheurs, médecins et spécialistes de plusieurs disciplines afin d'examiner

les risques sanitaires associés à certaines pratiques traditionnelles encore répandues dans plusieurs sociétés.

* Le programme scientifique portera notamment sur :

* Les risques liés au mésusage de la phytothérapie,

* La médecine parallèle,

* L'occultisme et ses implications sanitaires,

* La cosmétologie traditionnelle, ainsi que des communications scientifiques libres.

Les travaux se dérouleront à l'Hôtel Sabri et devraient réunir un large panel d'experts nationaux et internationaux dans le domaine de la toxicologie, de la santé publique et de la

pharmacologie.

L'événement est organisé en collaboration avec plusieurs organismes scientifiques et professionnels, notamment l'association nationale des pharmaciens algériens et la société algérienne de pharmacologie, ainsi que le réseau SSATOX.

Ce rendez-vous scientifique vise à sensibiliser aux dangers potentiels de certaines pratiques traditionnelles lorsqu'elles sont utilisées sans encadrement médical, tout en favorisant les échanges entre chercheurs et professionnels de la santé sur les stratégies de prévention et de protection de la santé publique.



La Ligue islamique mondiale condamne la poursuite par l'entité sioniste de la fermeture de la mosquée Al-Aqsa

La Ligue islamique mondiale a fermement condamné la poursuite par l'occupation sioniste de la fermeture des portes de la mosquée Al-Aqsa aux fidèles palestiniens durant le mois de Ramadhan.

Dans un communiqué publié mercredi soir, le secrétariat général de la Ligue a dénoncé cette atteinte visant le caractère sacré des lieux saints de l'Islam, soulignant "la nécessité urgente pour la communauté internationale d'assumer ses responsabilités juridiques et



morales afin de mettre un terme à cette grave et persistante atteinte à la sacralité des lieux

saints religieux à El-Qods".

Les forces d'occupation sionistes ont fermé la mosquée

Al-Aqsa depuis le début de la semaine dernière et ont contraint les fidèles à quitter

les lieux, alors qu'un important déploiement des forces d'occupation était observé dans la ville d'El-Qods occupée.

Les fidèles ont ainsi accompli la troisième prière du vendredi du mois sacré de Ramadhan dans les environs de Bab Al-Amoud. La fermeture de la mosquée Al-Aqsa constitue un précédent depuis l'occupation d'El-Qods en 1967, les fidèles étant pour la première fois privés de la retraite spirituelle (al-Itikaf) durant les dix derniers jours du mois de Ramadhan à l'intérieur de la mosquée.